



L'Histoire secrète du djihad. D'Al-Qaïda à l'État islamique
Lemine Ould M. Salem

Paris, Flammarion, 2018, 240 pages

L'État islamique de Mossoul. Histoire d'une entreprise totalitaire
Hélène Sallon

Paris, La Découverte, 2018, 288 pages

« Le combat vous a été prescrit ». Une histoire du jihad en France
Romain Caillet et Pierre Puchot

Paris, Stock, 2017, 288 pages

L'effondrement de l'État islamique (EI) en tant que proto-État n'a pas pour corolaire son anéantissement. En témoignage, au-delà de la reprise des activités clandestines au cœur même de sa base territoriale, ou du repli de combattants vers d'autres provinces actives, la survivance de l'idéologie-matrice qu'est le djihadisme. Si le système mis en place par l'EI a déçu de nombreux adeptes, la doctrine et l'utopie qu'il portait demeurent, à bien des égards, intacts, sur les différents théâtres d'opérations ainsi qu'en Occident. Ces ouvrages offrent trois perspectives sur la menace djihadiste, trois analyses sous des angles complémentaires. Tout d'abord la lecture, à travers le prisme d'une figure tutélaire d'Al-Qaïda, des orientations historiques adoptées par cette organisation met en lumière la constance doctrinale, en dépit du délitement du groupe. Le deuxième ouvrage étudie comment l'EI a mis en place et imposé une doctrine proche, concrétisée dans sa forme la plus extrême comme *modus vivendi*, à des millions d'individus. Le troisième livre, enfin, analyse la façon dont cette idéologie s'est greffée sur le contexte français, mutant et s'adaptant sur plusieurs générations.

L'Histoire secrète du djihad naît du hasard d'une rencontre : celle du journaliste mauritanien Lemine Ould Salem et de Abou Hafs Al-Mouritani – de son vrai nom Mahfoudh Ould el-Waled –, « mufti » d'Al-Qaïda. Préparés pendant plusieurs mois, nourris de la lecture des archives personnelles d'Abou Hafs, les entretiens sont menés dans sa demeure de Nouakchott.

La vie d'Abou Hafs s'articule autour des grands événements qui ont jalonné l'histoire du groupe. Né en 1967 à la frontière du Sénégal, il étudie à l'école coranique et s'éveille au militantisme sous l'influence d'un mentor chiite libanais, puis des Frères musulmans, à travers l'actualité des conflits palestinien et afghan, dont il rejoint le front en 1991. Rapidement reconnu pour son érudition en théologie, sa maîtrise du Coran et du droit islamique, il choisit d'intégrer Al-Qaïda pour sa vision transnationale du djihad, alors que les autres groupes privilégient des agendas locaux. C'est lors de l'exil de Ben Laden au Soudan qu'il devient son tuteur religieux et son intime. Dans la période qui précède le 11 Septembre, des divergences idéologiques éloignent les deux hommes, notamment sur le rejet par Abou Hafs d'une attaque d'envergure contre l'Amérique,

qui ne pourrait selon lui que porter préjudice aux musulmans. Au lendemain de l'attentat, Abou Hafs trouve refuge en Iran, où il passe dix années entre prison et résidences surveillées.

L'ouvrage offre une double perspective, intimiste et historique. Il constitue tout d'abord un texte précieux pour cerner le parcours et la personnalité du « théologien » d'Al-Qaïda. Homme à la détermination farouche, réfléchi et serein, il dégage une force morale qui lui confère un vrai charisme. S'il fait preuve de curiosité intellectuelle – les relations qu'il entretient avec le beau-frère de Kadhafi, ou avec l'ex-patron de la sûreté d'État de Mauritanie en témoignent –, ses opinions ont été et demeurent ancrées dans un rigorisme inflexible. Il est partisan d'une charia intransigeante, auteur d'un mémoire sur l'incompatibilité entre islam et état de droit, et c'est notamment sous son influence que les talibans ont raffermi leur intention de détruire les Bouddhas de Bamyan. Il se refuse à condamner les derniers attentats, dont celui de *Charlie Hebdo*.

Si les informations du livre sont plus méconnues que secrètes, le récit de l'intérieur leur procure un intérêt particulier et lève certains flous. Abou Hafs évoque ainsi une entrevue entre le mollah Omar et le chef des renseignements pakistanais, durant laquelle ce dernier aurait appelé à ne pas dénoncer Ben Laden. Le récit de la semi-captivité en Iran donne également une perspective instructive sur l'ambivalence iranienne vis-à-vis des djihadistes. On peut regretter l'absence de sources ou la persistance de zones d'ombre entretenues par Abou Hafs lui-même (pourquoi n'a-t-il par été inquiété en Mauritanie ? Au Soudan ? Ignorait-il le projet du 11 Septembre ? Quelles ont été ses relations avec les autorités iraniennes ?). Mais l'ouvrage permettra au lecteur souhaitant s'initier à Al-Qaïda d'éclairer des moments clés de son histoire, et à l'expert de découvrir des anecdotes inédites.

Témoignage d'importance sur une autre réalité historique, *L'État islamique de Mossoul* offre une reconstitution très documentée de la mise en place d'un régime totalitaire dans ce qui fut la capitale économique du proto-État. Hélène Sallon a couvert pendant neuf mois la bataille de Mossoul pour *Le Monde*, a mené des dizaines d'entretiens, et consigné de nombreux témoignages sur la manière dont le corpus idéologique de l'EI s'est matérialisé pour bouleverser le quotidien de millions d'individus.

La facilité avec laquelle les troupes de l'EI sont parvenues à prendre la ville en juin 2013 pourrait surprendre : Mossoul était, en réalité, déjà investie de l'intérieur de longue date par les partisans de l'insurrection sunnite. Cette infiltration étendue, dans le tissu politique, socio-économique et administratif, leur a permis de capitaliser sur les fractures confessionnelles et démographiques locales pour asseoir leur domination, en exploitant les griefs des sunnites – victimes de la politique discriminatoire d'Al-Maliki – contre les chiïtes, et des ruraux – adeptes du salafisme récemment installés en ville et socialement déclassés – à l'encontre des citadins d'origine. Accueilli parfois avec crainte, souvent avec circonspection ou curiosité, l'EI adopte avec pragmatisme des mesures visant à combler les carences d'un État irakien défaillant, rassurant les plus inquiets : travaux de voiries, stabilisation du réseau électrique et ramassage des ordures... Puis se met en place une institutionnalisation généralisée de la terreur, régentant

tous les aspects de la vie religieuse, sociale et politique des Mossouliotes. S'y retrouvent les attributs caractéristiques des totalitarismes du xx^e siècle : administration politico-financière entièrement tournée vers la concrétisation de l'utopie du « califat » ; martellement de la propagande ; surveillance stricte ; volonté de faire table rase du passé (du changement de noms de rues à la refonte totale des programmes scolaires) ; déshumanisation de l'ennemi (Yézidis, chrétiens, chiites, apostats...) et projet génocidaire ; exactions arbitraires ; bureaucratie lourde et méticuleuse ; fanatisation d'une jeunesse destinée à perpétuer le projet.

L'ouvrage documente avec minutie l'installation graduelle mais rapide de l'implacable machinerie totalitaire, ses rouages et son emballement. La diversité des témoignages, ainsi que des sources (sources primaires – citoyens ou activistes, forces antiterroristes –, mais aussi articles ou études plus académiques), constitue l'une de ses forces et permet de cerner pleinement une réalité contemporaine glaçante. La place qu'il attribue aux ressorts du djihadisme invite les instances irakiennes ou internationales en charge de la reconstruction à prendre la mesure des obstacles à l'actuelle unité de la ville : en particulier la survivance des luttes confessionnelles et l'intrication toujours réelle d'anciens membres de l'EI au sein de la société et de l'économie. La question de la perte d'identité de la ville se pose également : est-il encore possible d'en reconstituer le cosmopolitisme et le patrimoine culturel, après les exactions à l'encontre des minorités, ou leur exode ?

Le troisième ouvrage, « *Le combat vous a été prescrit* », analyse la genèse du djihadisme sur le sol français et décrit, au travers de multiples profils, la diversité des parcours ainsi que leurs liens, mettant en lumière la continuité du phénomène, ses mutations, son déploiement dans les vingt dernières années en France, ainsi que sa « rencontre » avec l'agenda meurtrier de l'EI.

Les premières formes de djihadisme apparaissent dans le milieu de l'immigration algérienne des années 1990, naissant du ressentiment envers le régime algérien pour sa répression exercée contre le FIS¹, puis contre le GIA², groupes associés à l'idée d'émancipation vis-à-vis de l'ancien colonisateur français. L'hostilité envers la France, alliée du régime d'Alger, prend de l'ampleur et le combat s'exporte d'Algérie vers le territoire national, notamment avec le détournement du vol Alger-Paris en 1994. Puis le djihadisme français s'affranchit du combat algérien, avec le ralliement du GSPC³ à la conception transnationale du djihad d'Al-Qaïda, galvanisé par l'impact médiatique des attentats du 11 Septembre et le développement d'internet, qui en a profondément changé le paradigme. Les différents fronts (Afghanistan, Bosnie, Tchétchénie, Irak) attirent par la suite des combattants qui assureront un mentorat idéologique aux générations ultérieures, jusqu'au départ de centaines de jeunes Français vers le territoire du « califat ».

1. Front islamique du salut, formation politique algérienne fondée en 1989 et militant pour la création d'un État théocratique.

2. Groupement islamique armé, organisation algérienne née en 1991, visant à renverser le pouvoir algérien pour fonder un État islamique.

3. Groupement salafiste pour la prédication et le combat, organisation dissidente du GIA, fondée par Hassan Hattab en 1998 et ancêtre d'Al-Qaïda au Maghreb islamique.

Les auteurs s'appuient sur des sources policières, judiciaires et de renseignement, ainsi que sur de nombreux entretiens avec des djihadistes. Ils exploitent leur connaissance profonde du milieu pour dresser une recherche fouillée, parfois dense, sur la confluence entre les griefs d'un vivier de Français radicalisés et l'essor du projet de l'EI. Les biographies détaillées de figures emblématiques du djihadisme français illustrent les passerelles entre réseaux et le continuum entre générations, à la façon d'un arbre généalogique. Elles éclairent avec force détails les parcours d'idéologues et recruteurs influents de l'EI ou d'Al-Qaïda, la plupart ayant bâti leur idéologie dans les années 2000 en France, la cristallisant dans le sanctuaire salafiste francophone du Caire, antichambre de la future émigration vers la Syrie ou l'Irak. Parallèlement, les *verbatim* de personnalités du contre-terrorisme témoignent de la prise de conscience très progressive du phénomène par les autorités.

Dans un souci constant d'exhaustivité, ce panorama du djihadisme français rassemble les éléments clés permettant aux décideurs d'appréhender les strates successives de sa construction, et les ressorts idéologiques qui le sous-tendent, leur multiplicité et complexité expliquant l'échec des politiques de déradicalisation.

Une idéologie fermement ancrée, des causes qui perdurent, mais mutent ou font tache d'huile en fonction des contextes locaux : autant de facteurs qui alimentent le djihadisme et l'inscrivent dans le temps long. Ces ouvrages, issus de travaux de recherche sur des aspects particuliers du phénomène, en décortiquent les ressorts et invitent à la réflexion sur la nécessité de mener une lutte systémique, déclinée sur de multiples fronts, adaptée aux situations politiques, historiques, culturelles et socio-économiques nationales.

Laurence Bindner

Consultante sur l'analyse de la diffusion des contenus terroristes en ligne, co-fondatrice de JOS Project

RELATIONS INTERNATIONALES

VIVRE LE TEMPS DES TROUBLES

Thierry de Montbrial

Paris, Albin Michel, 2017, 176 pages

Thierry de Montbrial relève ici un défi « modeste et ambitieux » : celui d'une réflexion sur la perspective, dans un *xxi*^e siècle mal parti, d'une progression empirique vers la « gouvernance mondiale ». Dans un vaste tour d'horizon, il étudie, en trois chapitres denses, foisonnants, l'intersection entre « la présence du futur », « l'empreinte du passé » et « le choc du présent ». On pense inmanquablement à Antonio Gramsci : « La crise consiste justement en ce que l'ancien meurt quand le nouveau ne peut pas naître. »

Le futur est là. Voici la visite guidée et savamment critique de notre anthropocène (Paul Cruzen), où certains voient la perspective d'une énergie propre illimitée à un coût marginal (Jeremy Rifkin), d'autres une combinaison entre intelligence artificielle et percées médicales, laissant poindre l'immortalité (la « singularité » de Ray Kurzweil). Thierry de Montbrial ne se laisse pas séduire par les prophètes de l'avenir : la conscience l'emportera toujours sur l'intelligence artificielle ; les religions font de nouveau irruption sur la scène internationale et « expriment aussi bien le futur que le passé » ; le robot le plus intelligent sera incapable d'engendrer une éthique. Nous vivons donc « le temps des troubles ».

L'empreinte du passé demeure lourde. L'histoire sert trop souvent des intérêts étroitement nationaux, quand la

méconnaissance de l'histoire des autres est source d'erreurs graves, à l'intérieur (réactions à la crise de l'immigration), à l'extérieur (les interventions « humanitaires » qui, le plus souvent, aggravent les crises régionales). Le *xx*^e siècle nous a pourtant légué des révolutions scientifiques en tous domaines – relativité, mécanique quantique, logique mathématique, biologie moléculaire, informatique et intelligence artificielle... – qui suggèrent que la mondialisation relève de l'inévitable. Le « secret de la vie » serait à notre porte. Et pourtant, souligne l'auteur, au *xxi*^e siècle la passion semble l'emporter sur la raison. « Les groupes humains, peuples et nations, ne se dissolvent pas dans l'océan de la technologie », et ils réagissent de manières très différentes à ces mutations.

Que signifie dès lors le concept de « progrès » ? Dans le domaine de la connaissance « pure », il est inélectable. Mais *quid* des révolutions nucléaire et numérique ? Sait-on se doter d'institutions améliorant les relations sociales et politiques ? Le référendum améliore-t-il la démocratie ? On peut en douter. Surtout, l'erreur cardinale pour qui cherche le chemin de la gouvernance globale, est la tentation de considérer comme « universelles » les valeurs... de l'Occident. « Si avantgardiste qu'un peuple puisse se considérer, au nom de quoi pourrait-il s'arroger le droit d'imposer ses vues sur d'autres peuples ? »

Quant au présent, il réinvente le rapport entre populations et territoires. Les conflits d'aujourd'hui traduisent le clash entre projets géopolitiques structurés par des phénomènes identitaires. Les belles avancées institutionnelles (ONU) ou conceptuelles (sécurité collective, « communauté internationale ») ont tourné en mythes,

qui goment les véritables leçons de l'entre-deux-guerres : la relation entre économie et politique, l'impuissance du droit à régler seul les différends entre États, et la pertinence, plus lourde que jamais, de l'équilibre des forces (« balance of power »).

L'auteur clôt sa réflexion sur six propositions. Les Américains ne sauraient gouverner le monde – ils défendent leurs intérêts nationaux. Les Chinois naviguent entre une ambition démesurée et le désir concomitant de stabiliser leur environnement international. L'interdépendance de fait se heurte au retour du nationalisme économique. La sortie de la guerre froide a été ratée par l'arrogance des Occidentaux. L'Union européenne, en dépit de ses multiples crises, offre un modèle positif de gouvernance internationale. Le système international est infiniment fragile – ce qui rend obligatoire la recherche de la gouvernance mondiale, un travail « de très longue haleine » et qui « ne pourra se mettre en place que par approximations successives, essais et erreurs ». Thierry de Montbrial a le mérite considérable d'en dessiner, dans ce livre important, quelques balises essentielles.

Jolyon Howorth

LA DIPLOMATIE N'EST PAS UN DINER DE GALA. MÉMOIRES D'UN AMBASSADEUR

Claude Martin

La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2018, 952 pages

Il n'est sans doute pas de plus beau compliment pour un diplomate : Claude Martin fait aimer les pays auxquels il a voué sa vie ; et il fait aimer... les diplomates.

L'amour premier, c'est bien sûr la Chine, trente années durant dans sa vie de diplomate, du plus modeste poste au plus grand (du service militaire au poste d'ambassadeur, en passant par celui de directeur d'Asie du Quai). Ce livre est d'abord un long chant d'admiration, et on devrait dire de tendresse, d'un « amoureux discret de la Chine, attentif à ses bruits, à ses silences, à ses odeurs, à tout ce qui la rendait délicieuse, et que je ne souhaitais ni déranger, ni changer, ni voir disparaître ». Les innombrables déplacements – autorisés ou non – de Claude Martin dans les profondeurs du pays rendent précieuses entre toutes ses impressions et analyses. Il assiste sur place aux plus grands bouleversements : révolution culturelle, retour de Deng Xiaoping, tragédie de Tien An Men, montée en puissance du pays. À chaque étape, le plaidoyer est clair : valoriser la carte qu'a donnée à Paris la reconnaissance précoce du général de Gaulle ; comprendre le pays, le respecter dans ses logiques sans affecter de croire que la diplomatie doit incarner la lutte du Bien contre le Mal ; prendre en compte son poids nouveau dans tous les domaines, du politique au culturel.

Au titre d'une vision constante sur plusieurs décennies, l'ambassadeur épingle les hésitations et parfois les incohérences d'une diplomatie française qui se soucie peu d'un pays trop lointain et mal compris, et oscille entre l'administration de leçons de morale et l'obsession boutique mal placée (voir l'épisode des ventes d'armes à Taïwan). Et il nous rappelle fort utilement que Pékin a, dès les années 1970, attendu qu'émerge une puissance européenne susceptible de rééquilibrer les rapports de force dans le monde, attente toujours déçue.

Claude Martin nous convaincra que les diplomates en général et les ambassadeurs en particulier servent toujours à quelque chose à l'époque d'internet et des tweets : passeurs, connaisseurs, conseillers, négociateurs, ces diplomates qui s'attachent à l'objet – étrange, étranger – de leur métier sont les éléments essentiels de l'organisation des équilibres entre les intérêts divergents des États, et des peuples. Hors de la Chine, dans d'autres postes prestigieux – Claude Martin le démontrera au service du Cambodge –, il fut un élément essentiel, encore que frustré *in fine*, des négociations de sortie de guerre du pays ; au service de la construction européenne, et comme ambassadeur au long cours – neuf ans – en Allemagne.

Gaulliste d'ancienne et stricte obédience, Claude Martin constatera dans ses divers postes « européens » que la construction relancée dans les années 1990 ne peut qu'échouer, trop étendue, trop ignorante des intérêts contradictoires des États membres (et au premier chef victime des ambiguïtés britanniques). Et la narration de son expérience dans son dernier poste d'ambassadeur à Berlin nous vaut de remarquables commentaires sur les relations franco-allemandes et leur place décisive dans les manœuvres européennes.

Ce livre se lit d'un trait comme un – gros – roman de notre temps, oscillant entre une belle tendresse pour le monde – comment oublier le son du *er hu* dans la nuit pékinoise ? – et la rassurante méchanceté de certains portraits : les diplomates ne sont pas que miel et cocktails.

Dominique David

ARMENIA'S FUTURE, RELATIONS WITH TURKEY, AND THE KARABAGH CONFLICT

Levon Ter-Petrossian

New York, Palgrave Macmillan, 2017, 176 pages

Le conflit du Haut-Karabagh (1988-1994) constitue pour l'État enclavé qu'est l'Arménie, une victoire qui débouche sur une impasse. Le double blocus qui en résulte, avec la Turquie et l'Azerbaïdjan, grève le développement du pays et accélère l'émigration. La population passe d'un peu plus de trois millions d'habitants à la chute de l'Union soviétique à, sans doute, un peu moins de deux millions.

Dès 1988, le Mouvement national arménien (MNA) dirigé par Levon Ter-Petrossian se développe à l'abri de la *glasnost* gorbatchévienne et réclame le rattachement de l'enclave du Haut-Karabagh à l'Arménie – l'Arménie soviétisée comportait deux régions enclavées, le Nakhitchevan et le Haut-Karabagh, dont la souveraineté était dévolue à l'Azerbaïdjan.

L'annuaire politique et économique de l'URSS publié à Moscou en 1926 mentionne : « Les Arméniens du Nakhitchevan forment la majorité de la population (55,7 %). En 1991, elle n'en comptait plus aucun. La région autonome du Karabagh montagneux a été formée le 3 juin 1923. La population se compose de 137 000 habitants. Les Arméniens forment 97,4 % de toute la population. » Lors de la dissolution de l'Union soviétique, ils étaient un peu plus de 75 %.

En 1988, en réponse aux demandes arméniennes de rattacher le Karabagh à l'Arménie, les Azerbaïdjanais répondent par des pogroms. De part et d'autre, les populations non nationales

se réfugient dans leurs pays d'origine. Le MNA parvient à battre le Parti communiste aux élections du Soviet suprême, devenant ainsi le premier gouvernement non communiste en URSS. En 1990, Levon Ter-Petrossian proclame la souveraineté de la République d'Arménie. Jusque-là, Moscou appuie l'Azerbaïdjan. Par la suite, la politique russe prend parti pour les Arméniens, pour contraindre Bakou à rejoindre la Communauté des États indépendants (CEI). Le conflit se termine en 1994 par la victoire de l'Arménie, après avoir causé la mort de 30 000 personnes dans les deux camps. Entre-temps, à Kelbajar, verrou stratégique, les forces arméniennes tuent quelque 600 civils (ce que Bakou désigne comme un «génocide»). Le conflit se solde pour l'Azerbaïdjan par la perte quasi totale du Haut-Karabagh et des territoires adjacents à l'ouest et au sud de l'enclave, et par des centaines de milliers de réfugiés.

Durant les années de sa présidence (1991-1998), Levon Ter-Petrossian s'efforce d'établir des relations non antagoniques avec la Turquie. Il ne fait pas de la reconnaissance du génocide des Arméniens dans l'empire ottoman un préalable aux rapports arméno-turcs.

Des contacts se multiplient avec la direction azerbaïdjanaise pour trouver un compromis acceptable. En vain. Levon Ter-Petrossian est destitué par ceux qui trouvent sa politique trop portée sur le compromis. Après sept ans de silence, il juge ici le bilan de ses successeurs et rivaux.

Levon Ter-Petrossian n'avait pas commis l'erreur de son successeur Robert Kotcharian : poser en préalable à toute entente avec la Turquie, la reconnaissance du génocide des Arméniens. Ni celle de Serge Sarkissian, donnant par

la suite son consentement à l'offre turque d'une commission d'historiens turcs et arméniens pour définir la nature des événements de 1915-1917 !

Entre-temps, l'Azerbaïdjan s'est renforcé grâce à son pétrole, et la Russie reste garante de la sécurité de l'Arménie, État à peine souverain. En 2017, après quatre journées d'affrontements déclenchés par Bakou, Vladimir Poutine convoquait les deux présidents belligérants à Moscou et les sommait de mettre un terme immédiat à leurs combats, réaffirmant ainsi qu'il reste, grâce au contentieux du Karabagh, l'arbitre en Transcaucasie. Les positions défendues par Levon Ter-Petrossian étaient pertinentes. Pour la Turquie, les relations cordiales avec l'Arménie étaient-elles nécessaires ? Soutenir Bakou, par contre, paraissait évident. Quant à l'Azerbaïdjan, était-il prêt à renoncer à la possession du Haut-Karabagh ? La dimension passionnelle, de part et d'autre, l'aura emporté, laissant Moscou maître du jeu.

Gérard Chaliand

AVEC LES COMPLIMENTS DU GUIDE. SARKOZY-KADHAFI, L'HISTOIRE SECRÈTE

Fabrice Arfi et Karl Laske
Paris, Fayard, 2017, 400 pages

Avec les compliments du guide propose une série de vignettes sur les réseaux d'influence opérant au sommet de l'État français et connectant les rôles stratégiques aux mouvances exogènes susceptibles de leur assurer un avantage quelconque. Immédiat ou différé. L'enquête s'articule en cinq parties, avec 39 chapitres plus ou moins longs.

Elle évoque d'abord les rapprochements entre l'équipe de Nicolas Sarkozy et le régime libyen durant la période 2002-2006. Viennent ensuite des développements plus pointus, portant sur la campagne présidentielle de 2007, les démonstrations d'hospitalité subséquentes et leurs projections sous-jacentes, le retournement de situation de 2010-2011, ainsi que les pressions et contre-pressions auxquelles se livrent certains acteurs confrontés aux questionnements à éclipses de la justice française.

La richesse de l'ouvrage vient de la quantité des précisions étayées et datées y figurant. Fabrice Arfi et Karl Laske ont digéré une masse considérable d'informations et su construire un narratif vivant, assimilable par le lectorat non spécialisé. On y trouve des inserts biographiques (Ziad Takieddine, Alexandre Djouhri...) évocateurs. L'angle mélodramatique n'est pas négligé, mention étant faite des «cadavres exquis» qui émergent ici et là, et qui auraient valeur de rappels au silence d'après les deux auteurs.

Cet ouvrage se présente au total comme un texte sérieux, persuasif sur bien des points. Ce qui n'a rien de rassurant pour le devenir des institutions gaulliennes ou ce qu'il en reste... Peut-être la présentation des sources documentaires aurait-elle pu gagner en limpidité. Que dire par exemple des extraits de documents administratifs éclairant tel ou tel point saillant ? Préciser les conditions d'accès à telle ou telle pièce sensible aurait permis de dissiper toute interrogation sur les interférences de certains décideurs haut placés et leurs motivations auto-intéressées. Plus généralement, l'analyse manifeste une nette propension à se focaliser sur le blâme. Si le texte

d'Arfi et Laske contient une part de vérité, il faut observer que les chaînes de responsabilités s'étendent bien au-delà du petit cercle désigné dans l'ouvrage comme source d'interrogations récurrentes. Si inflexions non conformes du système de pouvoir il y a bien eu, elles n'ont pas fait irruption en 2002. Et elles n'ont pas proliféré dans un vide institutionnel. Concrètement, le type de «dispositif d'influence» décrit dans l'ouvrage ne peut se maintenir et prospérer que si toutes sortes de rôles secondaires lui apportent assistances logistiques, acquiescements de cour, validations géopolitiques, emballages d'egos et enrobages juridiques. De ce point de vue, le lecteur concerné aiguisera sa réflexion en confrontant cet ouvrage avec d'autres publications récentes, tel l'ouvrage de Vincent Crouzet, *Une affaire atomique* (Robert Laffont, 2017). Il en tirera d'intéressants éclairages sur le stock de justifications croisées auxquels recourent les détenteurs d'enjeux en présence, de manière à se donner bonne conscience et bonne contenance.

Jérôme Marchand

ÉCONOMIE

UNFINISHED BUSINESS: THE UNEXPLORED CAUSES OF THE FINANCIAL CRISIS AND THE LESSONS YET TO BE LEARNED

Tamim Bayoumi
New Haven, Yale University Press,
2017, 296 pages

Tamim Bayoumi, directeur du département «stratégie» au Fonds monétaire

international (FMI), se penche sur les racines de la crise financière de 2007-2008, et défend l'idée qu'un certain nombre de leçons n'en ont toujours pas été tirées.

Les causes ayant conduit à la débâcle des *subprimes* de 2007, puis à la faillite de Lehman Brothers en 2008, sont étudiées en détail. La titrisation (c'est-à-dire la transformation de créances bancaires en titres négociables sur les marchés) est considérée comme un facteur clé ayant amplifié la crise financière. Elle a progressivement déresponsabilisé les banques américaines, qui ont été amenées à octroyer de plus en plus de prêts sans avoir ultérieurement à les conserver dans leurs bilans. C'est ainsi que s'est constituée la bulle immobilière. Les produits structurés, fruits de la titrisation, sont devenus spéculatifs et ont aiguisé les appétits des banques européennes, peu familières de ce type d'actifs. En parallèle, l'inadéquation des régulations internes et des règles internationales de Bâle II ont favorisé le développement du *shadow banking*, et laissé trop de libertés aux établissements de crédit qui en ont profité pour accroître leur prise de risque.

Par ailleurs, Tamim Bayoumi critique la croyance en la discipline de marché et en la sacro-sainte hypothèse d'efficacité des marchés. On restera cependant perplexe en lisant que les grandes banques européennes sont tenues pour co-responsables du cataclysme de 2007-2008, ou encore que la crise des dettes souveraines de 2010-2012 est intimement liée à la mauvaise gouvernance au sein de la zone euro.

Il est également dérangeant que soient passées sous silence les raisons fondamentales du déclin du système

financier américain. Le problème de l'aléa moral est ignoré, alors que les grands banquiers sont lancés, depuis les années 1980, dans une course au gigantisme qui contraint Washington à renflouer tout établissement qui serait au bord de la banqueroute. En outre, on relèvera une indulgence excessive à l'égard de la Federal Reserve et des régulateurs comme la Securities and Exchange Commission. Pourtant, ces institutions ont été de connivence avec les firmes de Wall Street, les laissant profiter de taux d'intérêt bas, abuser des effets de levier, et persévérer dans leurs stratégies « court termistes ».

Cette analyse partielle aboutit à des propositions imparfaites. Certes, la gouvernance de la zone euro doit être améliorée. Évidemment, la crise de 2007-2008 marque l'échec de la macro-économie. Mais les solutions mises en avant, tel le renforcement de la coopération entre banquiers centraux et régulateurs afin d'assurer la stabilité financière, sont insuffisantes. La nécessité de réduire le lobbying exercé par les milieux d'affaires sur les législateurs et régulateurs, et la question de la séparation des banques commerciales et d'investissement sont négligées. Aucune solution n'est élaborée pour remédier aux faiblesses structurelles de l'économie américaine : l'addiction à la dette des acteurs économiques publics et privés, le poids exorbitant de la consommation dans la croissance du PIB, et les inégalités croissantes qui alimentent le populisme. Finalement, on regrettera que cet ouvrage, agréable à lire et instructif, se soit soumis à une forme de « politiquement correct ».

Norbert Gaillard

LIBERALISM AND THE WELFARE STATE

Roger E. Backhouse, Bradley W. Bateman, Tamotsu Nishizawa et Dieter Plehwe (dir.)
Oxford, Oxford University Press,
2017, 264 pages

Ce brillant ouvrage collectif analyse les liens – plus complexes qu’il n’y paraît – entre libéralisme et État-providence dans trois grands pays développés : Royaume-Uni, Allemagne et Japon.

Le premier chapitre, consacré au Royaume-Uni, rappelle que ce sont les gouvernements libéraux de Henry Campbell-Bannerman et Herbert Asquith (1905-1916) qui lancent les grandes mesures en faveur des retraités, des travailleurs et des chômeurs. À partir de l’entre-deux-guerres cependant, la tradition libérale se scinde en deux grands courants intellectuels irréciliables. D’un côté, le «New Liberalism» et l’économiste Arthur Pigou s’attachent à défendre l’idée de bien-être, qui servira de base à l’organisation de l’État-providence par William Beveridge en 1942. De l’autre côté, un certain nombre de libéraux comme Robbins s’opposent à cet interventionnisme croissant : c’est l’émergence du néolibéralisme, porté sur les fonts baptismaux en 1947 lors de la création de la Société du Mont-Pèlerin (SMP) par Friedrich Hayek et Ludwig von Mises. Durant les trois décennies d’après-guerre, conservateurs comme travaillistes – qui ont supplanté le parti libéral – poursuivent des politiques d’inspiration keynésienne et approfondissent l’État-providence.

Outre-Rhin, le panorama est bien différent. L’économie sociale de marché des années 1950-1960 se présente comme le fruit de l’«ordolibéralisme» et de la «compensation sociale». Concrètement,

l’État adopte de multiples mesures d’assurance sociale (en accord avec les syndicats), tout en garantissant la stabilité monétaire, le respect de la propriété privée, la libre concurrence et les grands équilibres budgétaires. La doxa keynésienne ne sera véritablement suivie qu’en 1967-1974, sous la houlette des socio-démocrates Willy Brandt et Karl Schiller.

Le cas japonais est singulier. L’essor de l’après-guerre s’est accompli selon des modalités éloignées des principes keynésiens, et plus encore des théories libérales. Le Japon a en fait suivi un modèle développementaliste, où les politiques industrielles visent à maximiser le taux de croissance du PIB en stimulant les exportations. En parallèle, un système universel de sécurité sociale et un salaire minimum sont institués sous les gouvernements Kishi et Ikeda (1957-1964). Le néolibéral Katsuichi Yamamoto craignait qu’une telle politique n’alimente l’inflation, et ne sape la solidarité intergénérationnelle.

La crise économique des années 1970 conduit à une remise en cause progressive de l’État-providence. Au Royaume-Uni, les relais de la SMP et le Tory Keith Joseph convainquent Margaret Thatcher d’épouser les thèses néolibérales qui triompheront durant la décennie 1980. Le chapitre sur le New Labour montre que le gouvernement de Tony Blair (1997-2007), loin de démanteler l’État-providence, l’a au contraire réorganisé. En Allemagne, le principal vecteur du néolibéralisme est l’*Initiative Neue Soziale Marktwirtschaft*. Créée en 2000, elle milite surtout en faveur de la flexibilisation du marché du travail, estimant que les lois Hartz vont dans la bonne direction mais demeurent insuffisantes. Le tournant néolibéral au Japon, impulsé par le

gouvernement Koizumi (2001-2006), est à la fois tardif et timide.

Norbert Gaillard

HOW GLOBAL CURRENCIES WORK: PAST, PRESENT, AND FUTURE

Barry Eichengreen, Arnaud Mehl
et Livia Chitu
Princeton, Princeton University
Press, 2017, 272 pages

Jusqu'à quand perdurera le « privilège exorbitant » que le dollar confère aux États-Unis ? Le monde de plus en plus multipolaire dans lequel nous nous apprêtons à vivre sera-t-il caractérisé par une infrastructure monétaire tout aussi multipolaire ? L'euro aura-t-il quelques chances d'améliorer sa performance (jusqu'à présent, relativement décevante) en tant que devise internationale ? Ceux qui s'intéressent à ce genre de questions ne pourront se passer de *How Global Currencies Work*. Il s'agit d'une monographie académique mais accessible aux non-initiés, qui s'appuie largement sur les travaux de recherche menés récemment par plusieurs historiens-économistes (dont bon nombre de Français ou basés en France) autour de l'évolution du système monétaire international.

La thèse défendue par les auteurs est simple : alors qu'on a traditionnellement tendance à concevoir le statut de monnaie internationale comme un « monopole naturel » (les externalités de réseau n'admettant que l'existence d'une seule devise internationale, et empêchant donc l'essor de potentiels compétiteurs), l'évidence historique montre plutôt que ce statut est loin d'être unique et inattaquable. L'argument est surtout construit sur

la base de l'épisode du « passage du flambeau » entre livre sterling et dollar américain dans l'entre-deux-guerres (dont la narration constitue le « noyau dur » de la monographie), mais les chapitres couvrent la totalité de la période allant du milieu du XIX^e siècle jusqu'à aujourd'hui. En ligne avec les contributions précédentes de Barry Eichengreen, la conclusion générale est que la primauté du dollar est effectivement contestable : si elle n'a pas vraiment été menacée jusqu'à présent, cela est plus dû aux faiblesses de ses principaux compétiteurs (notamment, le yen et l'euro) qu'à l'existence de véritables « barrières à l'entrée ».

La thèse du livre est présentée et défendue de manière très claire et, au premier abord du moins, linéaire. Le prix de cette simplification est, inévitablement, une perte de complexité dans l'argument. Le terme « monnaie internationale » cache en effet des réalités différentes. Une devise peut être utilisée à l'international pour accomplir des paiements, en vertu de son acceptabilité (c'est par exemple le cas du renminbi en Asie du Sud-Est) ; pour diversifier un portefeuille financier, en vertu de ses propriétés contra-cycliques (comme c'est le cas du franc suisse) ; ou encore, pour accomplir des opérations spéculatives, en vertu de sa volatilité (exemple du dollar australien). Or, puisque ces multiples dimensions conduisent mécaniquement à l'usage simultané de plusieurs devises sur les marchés internationaux, le constat d'une telle coexistence (qui constitue le résultat central de ce livre) n'invalide pas nécessairement l'idée traditionnelle que le statut de devise internationale *par excellence* est un « monopole naturel ». Si les auteurs prouvent être conscients de ces

nuances dans leur narration historique, ils les passent sous silence dans la construction de leur argument, qui se base sur une définition de « monnaie internationale » assez restrictive (c'est-à-dire, comme synonyme de « monnaie de réserve », notamment détenue par les banques centrales). Les recherches futures nous diront si l'adoption d'une définition moins restrictive pourrait invalider, ou non, les conclusions ici proposées par Eichengreen et ses co-auteurs.

Stefano Ugolini

LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, LE BLANCHIMENT, LA FRAUDE FISCALE

Michel Hunault (dir.)

Paris, Presses de Sciences Po,
2017, 232 pages

Ce livre est assez inégal selon les contributions, et selon que l'on souhaite approfondir ses connaissances sur la corruption, le blanchiment ou la fraude fiscale. En bon avocat, Michel Hunault fait le point dans son introduction sur les différents processus législatifs qui se sont attaqués à ces différents maux.

Le premier chapitre est consacré à l'histoire de l'association Transparency International France, et rédigé par son ancien président Daniel Lebègue. L'histoire de cette association, pour intéressante qu'elle soit, est assez éloignée d'une étude de la corruption et des moyens de lutte au cas par cas. Le deuxième chapitre, rédigé par Jean-Louis Fort, ancien président du Groupe d'action financière internationale (GAFI), présente la même faiblesse, celle de raconter l'histoire d'une organisation – le GAFI – et non

pas celle de l'objet contre laquelle elle lutte. Michael Meister, membre du Bundestag, met enfin en perspective le sujet, en relevant les limites des organisations internationales ou de la législation, et en soulignant certains aspects techniques importants, comme le problème de l'identification des bénéficiaires ultimes des *trusts* – un combat politique pour l'instant perdu face aux États anglo-saxons. Le chapitre suivant, rédigé par Éric Robert, fonctionnaire de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), nous décrit les coulisses et les problématiques de l'échange d'informations dans la lutte contre la fraude fiscale. Il en souligne les limites, et les lacunes. Gérard Rameix, ancien président de l'Autorité des marchés financiers (AMF), se lance dans un long chapitre consacré à cette institution et à ses pairs nationaux et internationaux, et on peine à voir le rapport avec le sujet du livre. Jean-Baptiste Carpentier, ancien dirigeant de TRACFIN (cellule française de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme), se consacre, comme Daniel Lebègue et Jean-Louis Fort avant lui, à l'histoire d'une organisation, sans perspective critique de son fonctionnement ni de ses limites. Le magistrat François Badie se lance dans une étude de la législation avant, heureusement, d'en revenir au sujet de son chapitre, à savoir la corruption dans les entreprises. Il est ainsi intéressant de suivre les cas de grands groupes français (Alstom, Total, Technip, Alcatel) face à la législation américaine du *Foreign Corrupt Practices Act* (FCPA), cas d'école d'extraterritorialité législative. Enfin, le livre se clôt sur un chapitre de Philippe Poiget, expert en assurance, tout à fait dispensable, qui, tout au long de son texte, explique que le secteur de l'assurance n'est pas concerné par ces maux, et que les diligences sont

à voir du côté du milieu bancaire. Il eût été intéressant d'évoquer le cas des sociétés captives d'assurance aux îles Caïmans, véritable fléau de la fraude fiscale par exemple.

L'ouvrage présente donc de nombreuses limites, et déçoit le lecteur quant à la promesse du titre. La réédition de l'excellent *La Richesse cachée des nations* de Gabriel Zucman sur la fraude fiscale, ou du livre d'Éric Vernier *Techniques de blanchiment et moyens de lutte* permettront au lecteur de trouver une réelle mise en perspective et des solutions originales à ces fléaux.

Vincent Piolet

DÉFENSE/STRATÉGIE

THE SWORD'S OTHER EDGE: TRADE-OFFS IN THE PURSUIT OF MILITARY EFFECTIVENESS

Dan Reiter (dir.)
Cambridge, Cambridge University
Press, 2017, 280 pages

La plupart des contributions à cet ouvrage collectif dirigé par Dan Reiter – professeur de science politique à l'université Emory – sont issues de communications données lors d'un séminaire de 2015 consacré à l'efficacité militaire. Les études dédiées à cette thématique sont nombreuses. Certaines sont devenues des classiques, à l'instar de *Military Effectiveness*, trois volumes dirigés par Allan R. Millett et Williamson Murray. Cependant, l'ouvrage dirigé par Dan Reiter aborde la question de façon singulière. Les auteurs se consacrent

en effet à l'analyse des contrecoups de la recherche de la performance tactique et stratégique.

Les contributions, au nombre de neuf, sont très diverses. Elles traitent des conséquences sur l'efficacité des différentes façons de financer une guerre, des sources de la performance dans les opérations de contre-insurrection – avec une étude de cas intéressante sur l'armée philippine entre 2000 et 2008, qui présente des statistiques inédites –, ou encore des risques d'escalade nucléaire liés à une trop grande efficacité militaire conventionnelle.

Trois contributions retiennent plus particulièrement l'attention. La première, d'Emanuele Castelli et Lorenzo Zambenardi, est une bonne synthèse sur les effets négatifs que peut avoir, pour une force, la recherche de protection. La question est analysée sous plusieurs angles : la dépendance vis-à-vis des frappes aériennes pour éviter de s'engager au sol ; le « déploiement sans le combat » *via*, par exemple, le *mentoring* ; ou encore les mesures techniques prises afin d'améliorer la protection de la force, comme l'emploi de véhicules lourdement blindés.

La deuxième, écrite par Jason Lyall – *Forced to fight* –, est certainement la plus originale du livre. L'auteur y étudie l'utilisation de la coercition, et particulièrement d'unités chargées de la mise en place d'un cordon de contrôle à l'arrière du front. À partir de l'étude des batailles de Koursk et Stalingrad, Lyall montre que les mesures de contrôle permettent de maintenir la cohésion d'unités qui, sinon, se seraient probablement déliées. Mais le coût de ce type de mesures est prohibitif. La combinaison d'exécutions sommaires, de vengeance

contre les officiers, d'automutilations, et d'absence d'esprit d'initiative entraîne des taux de pertes bien supérieurs à la moyenne. Ces méthodes créent aussi une atmosphère « tuer ou être tué », qui concourt à la « barbarisation » de la guerre.

Enfin, Michael Horowitz participe à l'ouvrage avec un examen des effets sur l'efficacité militaire de l'intégration croissante de la robotique et des systèmes autonomes. Pour ce faire, il présente d'abord les aptitudes actuelles et futures des drones aériens concernant la puissance de feu, la mobilité, l'endurance et les capacités de communication. Dans le domaine de la robotique terrestre, sont étudiés les différents scénarios d'intégration dans les appareils militaires : la substitution « un pour un » (un robot terrestre remplace un char, par exemple), l'insistance sur la masse (essaims) ou l'interaction hommes/machines.

Cet ouvrage offre d'intéressants travaux de recherche sur des sujets peu traités. Les chercheurs dans le domaine de la défense y trouveront de nombreuses réflexions et données utiles et, certainement, des pistes à approfondir.

Rémy Hémez

LE SOLDAT. XX^e-XXI^e SIÈCLE

François Lecointre (dir.)

Paris, Gallimard, 2018, 448 pages

Quelle est l'essence même du métier de soldat ? Qu'est-ce qui unit ou dissocie le combattant de Camerone et le militaire français engagé aujourd'hui dans l'opération Sentinelle ? C'est en

un sens la question posée par cet ouvrage, recueil de textes issus de la revue *Inflexions*. Cette revue a l'ambition de « participer au débat intellectuel autour de problématiques centrées sur l'action militaire », en associant « praticiens et théoriciens, français et étrangers, civils et militaires ». C'est ainsi que les témoignages et réflexions de 18 auteurs – philosophes, historiens, sociologues, médecins et officiers – ont été réunis dans cet ouvrage sous la direction du général François Lecointre, aujourd'hui chef d'État-major des armées.

Chaque contribution apporte une pierre à l'édifice toujours en construction de la compréhension de l'identité militaire. Le soldat est dévoilé dans sa singularité complexe : celle de sa mission faite de « servitude » et de « grandeur » comme l'écrivait Alfred de Vigny, incluant « la mort comme hypothèse de travail », et qui oblige les militaires à entretenir des valeurs et des idéaux peu en adéquation avec l'hédonisme consumériste de leur époque. Le malheur du soldat est de ne pouvoir se nourrir que de l'affection d'une Nation qui ne lui offre en retour qu'« indifférence bienveillante ».

Dans la première partie, il est question de la quintessence de l'état de « soldat ». Le courage s'y révèle une vertu glorifiée entre toutes, exigence de l'esprit qui vient compléter celle du corps. Cette double exigence, chantée et valorisée dans toute l'histoire militaire, est avant tout ce qui permet au soldat d'affronter en conscience sa responsabilité morale et légale. La deuxième partie – « au combat » – aborde le « pouvoir exorbitant de donner la mort », avec les questions morales et éthiques qui se posent au combattant, et au chef. La guerre est l'empire des émotions : l'empathie qui

permet de comprendre amis et ennemis, la joie dans la victoire et dans certaines banalités du quotidien, et la peur, toujours présente, qu'il faut canaliser et utiliser. Le chef, quant à lui, se révèle tiraillé entre la ferme sérénité qu'il est nécessaire d'afficher et les doutes qui l'assaillent sans cesse. Ainsi, dans un monde de technologies, le soldat cultive et défend sa fragile humanité, condition nécessaire pour assumer son rôle avec déontologie et efficacité. La dernière partie évoque le sujet délicat du « retour au monde civil », bien éloigné géographiquement et culturellement du domaine de la guerre. Si l'antimilitarisme semble avoir vécu, la société peine à reconnaître un soldat incompris.

Le côté pluridisciplinaire de l'approche rend cet ouvrage des plus intéressants, psychologues et historiens apportant le recul nécessaire aux témoignages vibrants et concrets des officiers. On regrettera pourtant une approche trop orientée vers l'armée de Terre, et plus spécifiquement vers l'infanterie. Aviateurs, marins, officiers des appuis et du soutien sont les grands absents de ces réflexions. Pour autant, le lecteur averti comme le profane trouveront là toute la matière nécessaire pour comprendre la spécificité militaire, et faire en sorte que le soldat ne soit plus un « inconnu ».

Serge Caplain

PATTON'S WAY: A RADICAL THEORY OF WAR

James Kelly Morningstar
Annapolis, Naval Institute Press,
2017, 352 pages

Le général Patton est une personnalité contestée. Ses succès au combat sont

nombreux, en particulier à la tête de la Troisième armée américaine pendant la Seconde Guerre mondiale. Mais il est aussi régulièrement dépeint comme un chef caractériel et incontrôlable, dont les réussites ne s'expliqueraient que par des prises de risque inconsidérées. James Kelly Morningstar, officier de l'U.S. Army en retraite et professeur d'histoire militaire à l'université du Maryland, cherche dans ce livre à réhabiliter la pensée stratégique et tactique de Patton, et à montrer sa pertinence actuelle. Il appuie son propos sur de nombreuses sources primaires, notamment issues des archives personnelles du général.

Pour Morningstar, l'approche de Patton se caractérise par quatre principes de base : la priorité mise sur le choc pour détruire le moral de l'adversaire ; l'utilisation maximale du combat interarmes, et en particulier des unités blindées et mécanisées ; l'accent mis sur le commandement par objectif laissant une large part à l'initiative ; enfin, l'usage poussé du renseignement pour découvrir les points faibles du dispositif ennemi qui seront les points d'application de l'effort. L'auteur explique que la pratique de ces principes par Patton va à l'encontre de la doctrine de l'U.S. Army de l'époque. Cette dernière était en effet focalisée sur l'attrition beaucoup plus que sur la manœuvre, sur un commandement centralisé plutôt que sur l'initiative, et sur la puissance de feu davantage que sur la vitesse. Le caractère bien trempé de Patton est l'un des facteurs qui expliquent ses mauvaises relations avec ses supérieurs (Dwight Eisenhower et Omar Bradley), mais James Morningstar montre bien que l'opposition venait avant tout d'une profonde divergence quant à la façon de mener les combats.

Le style de Patton est ensuite illustré par deux chapitres sur la percée de 1944 en Normandie. L'auteur souligne bien l'absence de vision opérative d'Omar Bradley et Bernard Montgomery. La prudence de leurs manœuvres n'a en rien permis de limiter les pertes ou de gagner du terrain. Patton est l'inspirateur de la percée qui a finalement mis fin à cette impasse sanglante, mais il est aussi le chef d'orchestre de l'exploitation de plus de 1 100 km qui a lieu dans la foulée. Les unités de Patton ne s'arrêteront qu'à 70 km de la frontière allemande – au grand dam de leur chef –, le ravitaillement en carburant faisant défaut.

Les deux derniers chapitres sont consacrés à l'héritage intellectuel de Patton dans les armées américaines. La guerre froide, avec sa focalisation sur l'arme nucléaire, n'est pas propice à une diffusion de ses idées. Mais les années 1970 font évoluer les choses avec l'introduction de la doctrine *Air Land Battle*, où l'on retrouve en particulier l'importance de la vitesse pour vaincre. L'auteur n'omet pas de souligner que la pensée de Patton n'est véritablement adaptée qu'au combat de haute intensité, pas à la contre-insurrection.

En somme, le livre de James Morningstar replace avec brio la pensée de Patton dans l'évolution des concepts stratégiques et tactiques américains. Il regorge de réflexions sur la guerre et la manœuvre particulièrement pertinentes, alors que les armées occidentales cherchent à réinventer leurs modes d'action pour le combat conventionnel de haute intensité. Cet ouvrage est à conseiller à tous ceux qui s'intéressent à la stratégie et à la tactique.

Rémy Hémez

INFORMATION/NUMÉRIQUE

LE DÉSENCHANTEMENT DE L'INTERNET. DÉSINFORMATION, RUMEUR, PROPAGANDE

Romain Badouard

Limoges, FYP Éditions, 2017,

184 pages

En vogue, la théorie du « désenchantement » (des classes moyennes, des jeunes, etc.) n'épargne pas l'internet. Romain Badouard met en évidence la « fin de l'innocence » en soulignant le décalage entre certains des idéaux fondateurs qui ont prévalu à la création du réseau (créer un espace public démocratique horizontal et autorégulé) et la réalité de ses usages.

Perçu il y a à peine sept ans, pendant les révolutions arabes, comme un outil au service de l'émancipation, l'internet nous dévoile sa face sombre. Le discours public charrie ses travers : harcèlement en ligne, discours de haine et de radicalisation, propagande, désinformation.

Loin de corroborer le caractère anxiogène d'un certain discours assimilant l'internet à une menace pour la démocratie, l'auteur questionne le « désenchantement » à l'œuvre, plaidant pour une réappropriation de l'internet par ses usagers. L'analyse est pertinente et très actuelle lorsqu'elle aborde le rôle des grands opérateurs et firmes du numérique et de l'internet.

Les grandes entreprises du Web affrontent de nombreuses critiques depuis quelques années, accusées d'être laxistes sur la modération des contenus, de laisser proliférer de la propagande djihadiste, d'être exploitées par la Russie pour interférer

dans les scrutins aux États-Unis et en Europe, de favoriser la diffusion de fausses informations, ou d'enfermer les internautes dans leurs propres opinions (« bulles cognitives »).

Ces plates-formes se montrent généralement hostiles à toute forme de régulation et tentent d'éviter que les États ne légifèrent, assurant qu'elles sont capables de s'autoréguler. Face aux menaces de lois, les grandes entreprises ont donc fini par réagir, enchaînant les annonces, recrutant pour mieux modérer, se dotant de technologies d'intelligence artificielle pour repérer les contenus problématiques, etc. Ce qui n'a pas suffi : l'Allemagne a légiféré pour obliger les réseaux sociaux à supprimer les contenus haineux en moins de 24 heures. En France, un texte de loi en préparation sur les « manipulations de l'information » prévoit l'obligation d'une plus grande transparence de la part des réseaux sociaux quant aux contenus sponsorisés, et la mise en place d'une procédure de référé pour pouvoir faire cesser rapidement la circulation d'une fausse information.

Le scandale Cambridge Analytica, du nom de la société de marketing politique qui a « aspiré » les données personnelles de 87 millions de profils Facebook en 2015, et ses conséquences, valident un des arguments de l'auteur : les algorithmes ne peuvent être déconnectés d'un « projet politique » (quête effrénée du clic, *infotainment*, etc.) au service de causes qui, parfois, dépassent très largement la rentabilité économique. Moins de 15 ans après sa création, Facebook se retrouve ainsi en position d'arbitre du processus démocratique mondial – cela, sans avoir de comptes à rendre à personne.

L'internet est aujourd'hui sur la ligne de crête : pour Romain Badouard, l'enjeu majeur est à la fois de réguler pour contrecarrer les discours de haine et les manipulations informationnelles, et de garantir un espace numérique libre où chacun peut faire entendre sa voix, sans toutefois faire émerger un internet à deux vitesses – l'un accueillant une information « propre » et filtrée, l'autre étant livré à des producteurs de contenus peu scrupuleux. Le défi apparaît vertigineux.

Julien Nocetti

LISTENING IN: CYBERSECURITY IN AN INSECURE AGE

Susan Landau
New Haven, Yale University Press,
2017, 240 pages

La sécurité informatique serait le « ventre mou » de nos sociétés ultra-connectées. Le diagnostic de Susan Landau se distingue de la myriade d'essais et d'articles annonçant, depuis des années, l'imminence d'un « Pearl Harbor numérique » dévastant sur son passage les acquis de la révolution numérique.

Ses principales idées ne sont pas toutes novatrices (la « double face » des technologies numériques...), mais elles ont le mérite d'éviter tout jargon technique excluant les non-initiés. Nous serions ainsi entrés dans un nouvel âge de « cyber-vulnérabilité », dont la responsabilité incomberait principalement au gouvernement américain, qui a sapé les piliers de la confiance de l'internet à l'échelle mondiale en affaiblissant les systèmes de sécurité et de chiffrement.

L'auteur prend clairement parti en faveur du droit pour tous au chiffrement des données, étayant l'idée que se cristallise sur cet enjeu la tension entre l'intérêt supérieur des États et les exigences des masses en matière de respect de la confidentialité des échanges. À cet égard, l'affaire de San Bernardino, en 2015, a marqué une nouvelle ère dans les débats sur la cybersécurité. Le conflit qui a opposé pendant de longs mois Apple (refusant de dévoiler ses clés de chiffrement) aux autorités fédérales américaines *via* le Federal Bureau of Investigation (FBI), est devenu le symbole d'une bataille politique de souveraineté entre États, qui ne peuvent accéder à certaines données lors d'enquêtes sur des faits de terrorisme, et géants du Web, qui ont commencé à proposer des outils de chiffrement renforcé après les révélations d'Edward Snowden sur la surveillance de masse de la National Security Agency (NSA), en 2013.

Susan Landau resitue les enjeux actuels dans l'«histoire» de la cybersécurité et des *crypto wars*. Désignant les efforts de Washington, dès les années 1970, pour limiter l'accès du public et des pays étrangers, *via* des contrôles à l'exportation, à des méthodes de chiffrement assez fortes pour résister à la cryptanalyse de la NSA, les premières *crypto wars* ont pris fin dans les années 2000 avec la généralisation et la sophistication croissantes des technologies de chiffrement. Les affaires Snowden puis San Bernardino ont remis en cause l'issue des *crypto wars* : la deuxième «guerre du chiffrement» se focalise désormais sur la question des «accès exceptionnels» que s'arrogent les services de police et de renseignement.

L'issue de cette deuxième *crypto war* est loin d'être décidée : en affaiblissant

la sécurité au lieu de la renforcer, les responsables politiques, rarement dotés d'une solide culture numérique, font peser un risque majeur sur les démocraties. Réseaux criminels, terroristes, États : la liste des acteurs potentiellement malveillants s'est considérablement élargie et les failles trouvent souvent leur origine dans le facteur humain. Tel est le double avertissement de Susan Landau, qui cite tant le piratage des fichiers de la convention démocrate aux États-Unis en juin 2016, que la diffusion du virus israélo-américain *Stuxnet* dans les centrifugeuses d'uranium iraniennes en 2010.

Ce panorama occulte néanmoins la responsabilité des géants de la *tech* américaine, dont la puissance inédite fait l'objet de vifs débats politiques et de société aux États-Unis et en Europe. L'affaire Facebook/Cambridge Analytica est venue rappeler que les données personnelles de dizaines de millions d'individus pèsent peu face aux stratégies commerciales des grandes plates-formes.

Julien Nocetti

EUROPE

BREXIT AND IRELAND: THE DANGERS, THE OPPORTUNITIES, AND THE INSIDE STORY OF THE IRISH RESPONSE

Tony Connelly

Dublin, Penguin Ireland, 2017,

384 pages

L'ouvrage de Tony Connelly, journaliste et reporter à la radio irlandaise

RTE, retrace l'évolution du processus de négociation du Brexit au prisme des intérêts irlandais et de cette relation unique avec le Royaume-Uni initiée par le traité anglo-irlandais de 1921, mise à l'épreuve par les trois décennies des *Troubles*, renforcée par une adhésion conjointe à la Communauté européenne en 1973, et enfin apaisée depuis l'aboutissement du processus de paix en Irlande du Nord et l'accord du Vendredi Saint de 1998.

L'auteur s'emploie à suivre l'actualité du Brexit au niveau des pourparlers officiels tout en réalisant un travail sur le terrain auprès de représentants irlandais et nord-irlandais de filières et de sociétés très exposées aux « dommages collatéraux ».

Le récit commence avec l'annonce faite en janvier 2013 par David Cameron d'un référendum sur un éventuel retrait britannique de l'UE, et couvre la première phase des négociations jusqu'à l'automne 2017. Les 16 courts chapitres nous livrent des analyses très fournies, étayées de nombreux exemples et anecdotes qui, au risque de rompre le fil de la narration, aident le lecteur à percevoir les répercussions du Brexit à de multiples niveaux (institutionnel, économique, social et juridique).

Chiffres à l'appui, Connelly montre combien les économies de l'Irlande et du Royaume-Uni sont devenues, ces dernières décennies, interdépendantes et complémentaires. Le Royaume-Uni est un partenaire vital pour l'Irlande en matière de débouchés pour ses exportations dans les secteurs de l'agro-alimentaire (fruits, légumes viandes et produits laitiers) et des services. Cette relation serait fort mise à mal par l'instauration de tarifs douaniers et d'une nouvelle

réglementation britannique en matière de sécurité alimentaire.

La question ultra-sensible de la frontière irlandaise, qui conditionne la mise en place d'un accord définitif, a ici toute la place qu'elle mérite. L'UE a financé une multitude de projets transfrontaliers, qui ont favorisé de nouvelles relations intercommunautaires dans un climat de confiance. Le vote britannique, qui risque d'isoler l'Irlande du Nord de l'UE, a fait resurgir le spectre du retour d'une frontière physique entre les deux Irlande comme limite extérieure obligée, alors que la fluidité des échanges l'avait rendue quasiment inexistante depuis l'accord du Vendredi Saint. Ce retour, qui entraverait considérablement les échanges entre la République et l'Irlande du Nord, risquerait fort de raviver les tensions intercommunautaires et de porter un coup fatal au processus de paix. On peut également s'interroger sur le maintien de la zone commune de voyage entre l'Irlande et le Royaume-Uni, mise en place en 1923 et renforcée par l'accord du Vendredi Saint, qui assure la libre-circulation des citoyens britanniques et irlandais.

La démarche de l'histoire immédiate, à la charnière entre passé et présent, constitue un défi particulièrement difficile à relever. Les Anglais aiment à dire que « le diable est dans le détail ». Si les difficultés et les blocages que traversent les négociateurs du retrait britannique le montrent à foison, il en va de même à la lecture de cet ouvrage touffu où l'auteur s'efforce de cerner une réalité mouvante dans toute sa multiplicité et sa complexité.

Marie-Claire Considère-Charon

SECURITY AND DEFENCE COOPERATION IN THE EU: A MATTER OF UTILITY AND CHOICE

Christian Deubner
Baden-Baden, Nomos
Verlagsgesellschaft, 2018,
272 pages

Christian Deubner, membre d'un groupe de réflexion commun au Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) de l'Ifri et à la Fondation Genshagen, publie un bilan critique des politiques de sécurité et de défense de l'Union européenne (UE) jusqu'en 2017.

Il s'en tient aux orientations fixées en décembre 2016 par l'UE pour mettre en œuvre la « stratégie globale » de juin 2016, sans examiner les mesures adoptées depuis lors. Il parvient néanmoins à définir certains des obstacles fondamentaux qui ont, jusqu'à présent, empêché l'émergence d'une Europe plus autonome dans la gestion de sa propre sécurité.

Christian Deubner considère que les pays de l'UE bâtissent leurs politiques de sécurité extérieure sur la base de quatre options institutionnelles : l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), l'Organisation des Nations unies (ONU), les coalitions d'États volontaires et l'UE, chacune de ces options étant retenue en fonction de la perception nationale des avantages offerts dans chaque cas. Face à la réaffirmation de la puissance russe, les pays de l'UE auraient ainsi tendance à s'adresser à l'OTAN. S'agissant des menaces émanant du sud et sud-est de l'Europe (terrorisme, mouvements migratoires illégaux), les pays les plus interventionnistes, et tout particulièrement la France, préféreraient l'action nationale, si nécessaire en coalition, notamment avec les États-Unis et le

Royaume-Uni. Pour les défis de sécurité du Sud, c'est le cadre de l'ONU, en liaison avec l'Union africaine ou les organisations sous-régionales, qui serait généralement privilégié.

La Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'UE ne serait retenue que pour les missions les moins dangereuses, de plus en plus à caractère civil. Même en dehors d'Europe, l'OTAN paraîtrait plus adaptée en cas d'emploi significatif de la force, en raison de la robustesse de ses structures de commandement, qui bénéficient de l'affectation prévisionnelle de la majeure partie des forces nationales.

Ces préférences, variables selon les pays, découleraient également des cultures stratégiques nationales. L'Allemagne trouve dans l'OTAN un cadre de coopération multilatéral éprouvé, et la France considère souvent qu'elle peut agir plus efficacement seule ou au sein de coalitions *ad hoc*.

Christian Deubner relève cependant que les défis du terrorisme et des migrations de masse introduisent un élément nouveau. Si le rôle de l'UE devenait plus actif dans ces deux domaines, l'opinion publique, dont c'est une des attentes, le soutiendrait probablement. Mais il faudrait pour cela mieux articuler les politiques de sécurité extérieure et intérieure de l'UE, en dépit de leurs profondes différences de nature et de moyens.

Au total, Christian Deubner n'envisage pour la PSDC que des perspectives de développement réduites dans l'état actuel des risques et menaces, ce qui le conduit peut-être à sous-estimer la portée d'une innovation comme l'intervention de la Commission européenne dans le domaine de la défense,

et plus particulièrement de l'armement. Il demeure également sceptique quant à la capacité de la France et de l'Allemagne à s'entendre pour développer l'autonomie stratégique de l'UE. Sa recherche n'en constitue pas moins un utile cadre de référence pour l'évaluation des évolutions à venir des politiques européennes de sécurité.

Michel Drain

**DER FRANKREICH-BLUES.
WIE DEUTSCHLAND EINE FREUNDSCHAFT
RISKIERT**

Georg Blume
Berlin, Körber Stiftung, 2017,
184 pages

Georg Blume, chef du bureau parisien de l'hebdomadaire allemand *Die Zeit*, lance ici un fervent appel aux Allemands pour repenser leur politique et leur attitude vis-à-vis de la France. Dans un style engagé, il met en garde contre l'arrogance allemande envers un partenaire français certes fragilisé sur le plan économique, mais qui demeure d'une importance cruciale. L'ouvrage se veut un plaidoyer passionné pour retrouver une amitié sincère, d'égal à égal, qui permettrait de relancer un projet européen soutenu par ses citoyens, et susceptible de les protéger dans un monde globalisé.

En dix chapitres enrichis de ses rencontres et de ses expériences personnelles, l'auteur, non sans une certaine subjectivité, manie thèses philosophiques – en passant de Voltaire à Finkielkraut et de Goethe à Habermas – et citations de presse pour réveiller et convaincre le lecteur. Sous le titre «Pourquoi l'Allemagne donne une mauvaise impression de la France»,

le journaliste ouvre un état des lieux des relations franco-allemandes qui s'étend sur trois chapitres. Angela Merkel et d'autres responsables politiques d'outre-Rhin n'en sortent pas sans dommages. Puis sont passés en revue les personnages clés des relations franco-allemandes, les difficultés surmontées et les efforts entrepris pour en arriver d'abord à la réconciliation, puis au couple moteur du projet européen.

Georg Blume déplore les occasions manquées et l'absence de volonté politique du gouvernement allemand, qui lui semble se complaire dans un rôle de «dirigeant de l'Europe» et de «bon élève». Un gouvernement qui aurait, notamment, manqué à la fois de respect et de compréhension dans une gestion presque unilatérale de la crise grecque et dans celle des réfugiés. L'auteur se montre fortement déçu que public et médias allemands aient cru possible l'accès au pouvoir de l'extrême droite en France. Deux chapitres sont consacrés à son regret que les élites allemandes ne prêtent pas suffisamment d'attention aux discours des intellectuels français – notamment d'origine juive.

Quant aux divergences des cultures économiques nationales, sous le titre «Le plus fort n'a pas toujours raison», le journaliste exige plus de compréhension de la part des Allemands, et termine en soulignant que l'amitié ne persiste jamais sans effort : médias et dirigeants politiques d'outre-Rhin feraient bien de s'en aviser...

Si les festivités du 55^e anniversaire du traité de l'Élysée, tout comme le contrat de coalition du gouvernement Merkel IV, semblent témoigner d'une certaine amélioration des relations franco-allemandes, ce livre – écrit avant les élections fédérales

de septembre 2017 – incite toutefois à la réflexion sur l'importance de signaux politiques, notamment à l'heure du numérique, ainsi que sur la difficulté et la fragilité d'une « amitié entre peuples ».

En dépit de la rhétorique d'un auteur quelque peu biaisée par sa francophilie – et sans doute « de gauche » –, c'est un *wake-up call* que Georg Blume lance aux Allemands, qui auraient tout intérêt à ne pas l'ignorer. Car, *in fine*, il n'y a pas d'alternative à l'amitié franco-allemande si le projet européen veut perdurer.

Katja Borck

**DER NEUE FRANZÖSISCHE TRAUM.
WIE UNSER NACHBAR SEINEN
NIEDERGANG STOPPEN WILL**

Christian Schubert
Francfort, Frankfurter Allgemeine
Buch, 2017, 320 pages

La *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ) est, on le sait, un très bon journal. On sait aussi que ce journal n'est pas insensible aux idées et positions que l'on peut classer à la droite libérale du spectre politique allemand. Si le correspondant économique de la FAZ à Paris depuis 2004 se livre à une analyse de l'évolution économique de la France durant ces deux ou trois dernières décennies, on ne s'étonnera donc pas que celle-ci soit plutôt critique. Pourtant, Christian Schubert ne se livre nullement à un *French bashing* gratuit, ni à une description misérabiliste de l'économie française. Bien au contraire, sur 320 pages il développe les forces et faiblesses économiques du principal partenaire et voisin de l'Allemagne, et donne à lire une analyse

globalement équilibrée, qui en apprendra certes plus au lecteur allemand qu'au lecteur français. Mais celle-ci est intéressante dans la mesure où elle nous livre avec précision l'image que les milieux d'influence en Allemagne ont de la France.

Sans surprise, Schubert s'attaque d'abord à nos maux : la désindustrialisation, notamment dans le Nord et dans l'Est, les échecs consécutifs des politiques de l'emploi, la résignation face au chômage et notamment celui des jeunes et des seniors, sans oublier les « ravages » (selon l'auteur) provoqués par les 35 heures. Il consacre également des chapitres aux tensions dans les banlieues (y compris dans le contexte de la radicalisation islamiste), ainsi qu'au rôle des syndicats, au fort potentiel de nuisance mais peu représentatifs. Enfin, Christian Schubert ne travaillerait pas pour la FAZ s'il n'établissait un lien entre la politique budgétaire (systématiquement déficitaire depuis le début des années 1970) et la situation économique, et entre cette dernière et l'endettement public (17 % du PNB en 1981, presque 97 % du PNB en 2017).

Trois chapitres consacrés à l'histoire économique de la France depuis le xvii^e siècle permettent à l'auteur de souligner que le pays a d'abord inventé le libéralisme pour ensuite le rejeter, et à quel point les structures traditionnelles de l'économie française s'inscrivent dans la durée et le subconscient collectif de toute une nation. Mais ce constat ne le rend pas pessimiste pour autant quant à l'évolution future du pays. Le dernier tiers de l'ouvrage décrit avec précision les atouts de la France : une infrastructure qui n'a pas son égal en Europe, une formation des élites de très haut niveau (on aurait aimé que Schubert parle aussi de ceux

qui n'en font pas partie). Un réseau de très grandes entreprises parfaitement intégrées dans les échanges mondiaux (mais Schubert évoque aussi les énormes difficultés des petites PME traditionnelles), une culture et une audace entrepreneuriales considérables, un exceptionnel savoir-faire technologique (notamment dans l'aéronautique), et surtout une *e-economy* s'appuyant sur des *start-ups* bénéficiant d'une vraie longueur d'avance sur leurs concurrents européens. Il ne manque donc plus qu'une force réformatrice pour éveiller ce potentiel. Et Schubert ne cache pas qu'il la voit s'incarner en Emmanuel Macron, élu à l'Élysée peu de temps avant la publication de cet ouvrage.

Hans Stark

UN POPULISME À L'ITALIENNE ? COMPRENDRE LE MOUVEMENT 5 ÉTOILES

Jérémy Dousson

Paris, Les Petits Matins, 2018,
208 pages

C'est le grand vainqueur des élections du 4 mars 2018. Un Italien sur trois a voté pour le logo aux cinq étoiles. Et pourtant, ce mouvement, né en 2009, est largement méconnu hors d'Italie.

Avec quelques rappels utiles aux non-initiés des arcanes de la politique italienne, Jérémy Dousson revient sur la genèse de ce mouvement qui avait déjà conquis huit millions d'électeurs en 2013, avec son cri primordial de 2007, le «*Vaffanculo Day*», ses parentés initiales avec la gauche, sa radicalité antisystème, son agenda «*progressiste sur le plan social*» et «*hétérodoxe sur le plan économique*». Mais aussi son fonctionnement en

réseau et son «*élasticité*» qui lui permet de séduire aussi bien la gauche radicalement écologique que l'artisan en colère contre la paralysie d'un État perçu comme prédateur. Et également sa versatilité sur les questions européennes.

À juste titre, Jérémy Dousson s'attarde sur le *padre padrone* du Mouvement 5 étoiles (M5E), Beppe Grillo, le tonitruant comique génois, sorte de Coluche qui aurait métabolisé Jeremy Rifkin. Dès la fin des années 1990, les textes de ses spectacles, peu connus à l'étranger, montrent une aptitude brillante à dénoncer les impostures de la dérive ultra-libérale. Efficacement comiques, ces textes en disent long sur la trajectoire idéologique d'une colère qui se cherche déjà, et que le M5E va capter.

Pour étayer son propos, l'ouvrage fournit des données économiques et sociales qui montrent combien l'Italie a pâti de la crise et rendu le rejet du «*système*» encore plus pressant. À cet égard, on aurait apprécié de voir cité l'ouvrage de deux journalistes du *Corriere della Sera*, Sergio Rizzo et Gian Antonio Stella, *La Casta*, paru en 2007 également, dont l'impact sur le climat anti-élite a été considérable.

Une analyse plus fine des profils sociologiques des élus du M5E (venus souvent de nulle part, au début) et une plus grande précision sur la part d'ombre de «*l'autre*» fondateur Gianroberto Casaleggio auraient aussi été utiles. Car Grillo est à bien des égards le masque d'une comédie qui s'est aussi écrite en laboratoire. L'informaticien Casaleggio était fasciné dans les années 2000 par l'ingénierie sociale et la fabrique pilotée du consensus sur les réseaux intranet des entreprises. Le montage

juridique du mouvement et la docilité des élus n'y sont pas étrangers.

Jérémy Dousson montre bien la place centrale du ressort « anti-caste » dans l'affirmation du M5E. Les élites italiennes, il est vrai, ont laissé si peu de perspectives aux jeunes générations que Grillo a beau jeu de dire qu'il a empêché une dérive fasciste. Mais l'a-t-il vraiment endiguée ? L'affirmation de la Ligue de Matteo Salvini, avec qui le M5E a désormais pris langue, permet d'en douter. À cet égard, les pages sur le populisme et le fascisme (dont on se serait épargné les références à Wikipédia), si elles manquent d'épaisseur conceptuelle, n'en posent pas moins une série de questions essentielles sur les impasses (pas seulement italiennes) de nos démocraties représentatives, et la crise de la social-démocratie.

Parce qu'il a été fluide dans son ascension vers les sommets électoraux, le M5E a capitalisé sur tous les tableaux. Depuis le 4 mars toutefois, l'OVNI vient d'entrer dans l'atmosphère de la responsabilité politique. Le livre de Jérémy Dousson aide à comprendre la galaxie dont il est issu.

Laurent Marchand

AMÉRIQUES

COLLUSION. COMMENT LA RUSSIE A FAIT ÉLIRE TRUMP À LA MAISON-BLANCHE

Luke Harding

Paris, Flammarion, 2017, 352 pages

Le journaliste Luke Harding possède une bonne connaissance des

mécanismes d'influence sur lesquels s'appuie le Kremlin. Il s'agit cette fois de déterminer si le candidat Donald Trump a bénéficié en 2016 d'interventions téléguidées visant à faire pencher la balance électorale en sa faveur. L'auteur a consulté un certain nombre de sources dignes de crédit, dont Christopher Steele (ex-MI6), auteur du rapport d'Oppo Research qui a mis le feu aux poudres. Et il s'est intéressé à l'historique des relations entre la Russie et le promoteur Trump, ce dernier ayant très tôt entrepris de rattraper ses fiascos immobiliers en sollicitant des appuis étrangers.

L'enquête résumée dans *Collusion* a été menée en accéléré. Elle n'en établit pas moins des conclusions crédibles : le candidat républicain a profité d'interférences (*hackings*, fuites, rumeurs) décrédibilisant son adversaire démocrate. Cela ne signifie pas pour autant qu'il s'agit là d'un facteur décisif, comme l'assène le sous-titre de l'ouvrage. Hillary Clinton et son staff d'apparatchiks ont commis un nombre incalculable d'erreurs, en bien des points similaires aux bévues de 2008. Ils n'ont pas non plus pris la mesure d'un *outsider* ayant animé plusieurs années un show TV à fortes audiences, et doté d'un bagage «spectacle» bien plus riche que celui d'une oratrice de podiums engluée dans le politiquement correct. À ne pas négliger non plus : le jeu distancié d'Obama, générateur d'incertitudes pour une hiérarchie policière (FBI) peu à son aise dans la prospective électorale et le décodage des courants socio-culturels de fond.

Pour revenir aux manipulations russes, on observera qu'elles témoignent d'une bonne compréhension des vulnérabilités du système politique américain, déstabilisé par une crise de médias traditionnels

enfermés dans l'exacerbation narcissique des «différences marginales» (Freud), et toujours pas décidés à traiter le problème de la haute criminalité financière. On notera aussi que Poutine dispose d'un *pool* de talents confirmés, opérant dans des milieux hétérogènes mais dynamiques, alors que les entourages de l'actuel président des États-Unis (Michael Flynn, Carter Page...) laissent transparaître de sévères déficiences. En contrepartie, on peut se demander avec Harding si les initiatives du Kremlin et de ses relais administratifs (GRU ou FSB) vont avoir les retombées présumées.

L'élection de Trump constitue un succès tactique pour Moscou. Elle intensifie la crise hégémonique à laquelle les États-Unis sont confrontés depuis l'invasion de l'Irak et le scandale des tortures. Les manœuvres défensives (dénis mensongers, tweets rageurs, dénonciations névrotiques du «quatrième pouvoir» et de ses libertés) de la Maison-Blanche ajoutent au trouble, en ce sens qu'elles ruinent le travail de re-légitimation morale mené à l'occasion du Watergate (1972-1974). On ne saurait pour autant prédire que la Russie va tirer de cet épisode des avantages durables. La divulgation des manipulations opérées en 2015-2016 a mis de nombreuses capitales occidentales en alerte. Elle a effacé une partie des gains statutaires engrangés dans la crise syrienne. Elle a exposé le fond du ressentiment rancunier qui anime Poutine et le conduit à prêter une importance excessive aux raisonnements régressifs des services spéciaux. Endosser le costume du *trickster* a sans doute ses charmes. Mais on ne fait pas une politique étrangère de haute volée sur de telles bases.

Jérôme Marchand

MAKING SENSE OF THE ALT-RIGHT

George Hawley

New York, Columbia University Press, 2017, 232 pages

Nulle expression n'a eu plus de succès pendant la campagne présidentielle 2016 aux États-Unis que l'*alt-right*, concept fourre-tout désignant la droite nationaliste blanche («suprémaciste») qui semblait faire un retour en force derrière la candidature Trump. La première qualité du livre vif et bien écrit de George Hawley, professeur de science politique de l'université d'Alabama, est d'en donner une définition beaucoup plus rigoureuse. L'*alt-right* désigne ces groupes d'anonymes à faible coordination pullulant sur internet depuis 2015, sur les réseaux sociaux comme Twitter et Facebook, ainsi que sur les blogs et forums. Ils y défendent une doctrine centrée sur la création d'États peuplés exclusivement de Blancs sur le territoire actuel des États-Unis, y compris par la déportation des populations non blanches. Mais Hawley démontre que l'*alt-right* a bouleversé les méthodes et le recrutement du suprémacisme blanc par rapport au Ku Klux Klan ou aux néo-nazis.

D'une part, l'*alt-right* emploie sur internet l'ironie nihiliste (par exemple l'usage des «mèmes» tel Pepe la Grenouille) et l'humour agressif caractérisant la pratique du *trolling*. George Hawley remarque que l'*alt-right* est difficile à connaître du fait de cette dérision permanente envers le politiquement correct que ses membres retournent contre la presse en diffusant des fausses informations sur leur cause. Le *trolling* produit aussi des campagnes massives de dénigrement sur internet de personnes jugées hostiles à l'*alt-right*. Durant la campagne 2016, l'*alt-right* a harcelé en ligne le stratège républicain

Rick Wilson et l'animateur conservateur de radio Erick Erikson car ils avaient pris parti contre elle. D'autre part, l'auteur démonte l'idée reçue d'une *alt-right* avatar nationaliste du conservatisme traditionnel, qui serait née, par exemple, des campagnes présidentielles d'un Pat Buchanan en 1992 et 1996. Son livre montre que l'*alt-right* recrute d'abord des jeunes hommes blancs de moins de 35 ans, sans aucune culture politique avant leur insertion dans les réseaux de socialisation nationaliste et identitaire sur internet. Ils sont le plus souvent diplômés d'université mais privés de la mobilité sociale escomptée, et le reprochent aux conservateurs, «traîtres» à la cause économique et sociale de leur identité blanche.

George Hawley établit enfin une distinction nette entre Donald Trump et l'*alt-right* qui ne le considère pas comme un des siens. Trump fut pensé par cette nouvelle extrême droite identitaire en outil de «disruption» de la scène politique, renversant le conservatisme traditionnel et sa position dominante à droite. Et il a diffusé dans le grand public des idées compatibles avec l'*alt-right* (comme le *Muslim ban*), préparant la conquête culturelle de celle-ci, à l'image de ce que Hawley appelle «l'*alt-lite*», c'est-à-dire les figures publiques non affiliées quoique popularisant ses thèmes (Ann Coulter, Milo Yiannopoulos). On comprend mieux, à lire George Hawley, la joie exprimée après l'élection de Trump par Richard Spencer, figure centrale mais non dirigeante de l'*alt-right*, dont il a forgé le nom en 2008. Cette joie fut énoncée en ces mots terrifiants et vite reniés par le président : «Hail Trump. Hail our people. Hail victory.»

Corentin Sellin

WHY LATIN AMERICAN NATIONS FAIL: DEVELOPMENT STRATEGIES IN THE TWENTY-FIRST CENTURY

Esteban Pérez Caldentey et Matias Vernengo (dir.)
Berkeley, University of California Press, 2017, 240 pages

En reprenant le titre de Daron Acemoglu et James Robinson (2012), *Why Nations Fail*, ce livre s'intéresse au rôle que jouent les institutions pour soutenir le développement en Amérique latine. Le point de départ de cet ouvrage est de montrer que les moteurs clés de la croissance économique vont au-delà du caractère néoclassique d'une fonction de production composée des facteurs travail, capital et du changement technologique. Dans ce contexte-là, les institutions sont souvent liées uniquement à la réduction des coûts de transaction. Ce livre insiste sur le fait que la spécialisation soutenue de la production des matières premières, depuis l'époque coloniale, a joué un rôle clé dans l'évolution des institutions. Pour accomplir avec succès un développement économique, il est donc nécessaire d'établir un nouveau cadre institutionnel qui soutienne un changement du modèle de production dans la région.

L'ouvrage avance une série de recommandations de politiques publiques pour traiter les institutions dans la région. Tout d'abord, pour promouvoir le développement, il serait important que les gouvernements soient plus forts, tout en étant plus flexibles et dynamiques dans de nombreux domaines qui dépassent les simples droits de propriété. Cela inclut, entre autres, les politiques d'investissement, d'innovation ou d'éducation. Dans ce cadre, les gouvernements ne doivent

pas se limiter à un rôle d'arbitre ou de régulateur, mais ils doivent être des acteurs fondamentaux pour la définition et l'établissement des institutions.

En outre, ce livre insiste sur le fait que les institutions doivent soutenir les politiques orientées vers la demande plutôt que vers l'offre. Dans cette optique, il est nécessaire de développer des politiques actives susceptibles de soutenir la croissance, par exemple en appuyant le financement de la R&D et en développant l'innovation.

Au-delà de l'argumentaire présenté dans cet ouvrage, d'autres éléments, actuellement au centre de l'agenda politique de la région, méritent d'être pris en considération. Premièrement, le niveau élevé des inégalités territoriales appelle à la mise en œuvre de politiques de diversification et de redistribution plus adaptées. Deuxièmement, les institutions ont un rôle à jouer pour réduire l'informalité qui caractérise encore près de la moitié des travailleurs de la région. Troisièmement, elles peuvent accompagner les demandes d'une classe moyenne émergente qui aspire à de meilleurs services publics.

Enfin, cet ouvrage estime que les institutions pour le développement doivent tenir compte de l'autonomie des bureaucraties. Cela suppose le développement d'une administration professionnelle et qualifiée, et la mise en place d'institutions publiques fortes, indépendantes du cycle électoral, et dotées de ressources humaines et financières suffisantes à leur fonctionnement.

Pour réaliser cette série d'analyses et proposer ses recommandations, ce livre comprend huit chapitres distribués en deux parties. La première étudie l'organisation institutionnelle de la région sous différents angles. La deuxième

présente les défis du développement et avance les politiques à suivre.

Cet ouvrage est essentiel pour mieux comprendre le rôle des institutions dans les économies qui se situent dans la tranche supérieure des revenus intermédiaires, comme c'est le cas de la plupart des pays d'Amérique latine.

Sebastian Nieto-Parra

ASIE

LA PUISSANCE CHINOISE EN 100 QUESTIONS

Valérie Niquet

Paris, Tallandier, 2017, 272 pages

LA CHINE DE XI JINPING. AMBITIONS ET RÉSISTANCES

Philippe Delalande

Paris, L'Harmattan, 2018, 200 pages

CHINA'S EURASIAN CENTURY? POLITICAL AND STRATEGIC IMPLICATIONS OF THE BELT AND ROAD INITIATIVE

Nadège Rolland

Washington D. C., The National Bureau of Asian Research, 2017, 208 pages

C'est un euphémisme : la Chine nous interroge... Parmi les multiples ouvrages consacrés à l'expression de sa puissance et aux enjeux qu'elle soulève, trois méritent l'attention.

Valérie Niquet propose une analyse des questions qu'elle estime les plus pertinentes pour comprendre cet «objet de fantasmes», «vital pour mieux saisir les évolutions du monde

contemporain». Destiné à un public intéressé mais pas forcément spécialiste, son livre se découpe en grandes sections (histoire, culture et société, politique...) et en courts chapitres, qui répondent à des interrogations à la fois générales («quelles sont les séquelles du maoïsme ?») ou précises («quel est le rôle de la Chine au G20 ?»). À chaque fois, le ton est simple, loin du jargon : Valérie Niquet a l'expérience du terrain qui autorise l'analyse critique et distante. Les réponses sont claires, les chiffres bien sélectionnés pour étayer le propos, même si l'on regrette le manque d'approfondissement des sujets les plus sensibles. En général, l'auteur porte un regard assez dubitatif, qui insiste beaucoup sur les faiblesses, voire les contradictions du régime mais qui, trop technique, ne développe peut-être pas assez les dynamiques qui se mettent durablement en place. L'ouvrage, qui sera très utile aux néophytes et aux étudiants, manque sans doute d'un appareil bibliographique qui aurait permis à ceux qui souhaitent «aller plus loin» de se mieux nourrir.

La Chine de Xi Jinping fait un point – lui aussi rapide – sur l'état de la Chine et les choix de son président. Si Philippe Delalande expose les grands défis (le parti, l'économie, les relations avec les États-Unis...) et les ambitions de Xi Jinping (reprenre en main le parti, accéder à une économie d'innovation, participer au règlement des grands problèmes du monde...), on peut regretter l'absence d'une logique d'ensemble, voire d'hypothèses fortes. Le livre comprend quelques analyses intéressantes (notamment sur la mer de Chine du Sud), mais il survole beaucoup de points ; cette faiblesse n'est en outre, pas palliée par un appareil bibliographique étayé. L'ouvrage, trop descriptif, manque de nervosité. Paru début 2018, il semble déjà daté

quand il estime peu probable, car «fort complexe et hasardeuse», une réforme constitutionnelle qui permettrait à Xi Jinping de briguer un troisième mandat à la présidence de la République populaire de Chine. On sait aujourd'hui que cette réforme a été menée à bien. Enfin, l'auteur éveille souvent la curiosité, l'intérêt («les trois défis de l'avenir»), laissant pourtant le lecteur sur sa faim.

Ce n'est pas le cas de l'ouvrage de Nadège Rolland, publié en 2017 par le National Bureau of Asian Research. Il s'agit ici d'une recherche approfondie sur les Routes de la soie (BRI), la fameuse initiative géopolitique globale de Xi Jinping. Pour ceux qui veulent avoir une vision précise et contextuelle de la BRI, ce livre est fort instructif, et s'appuie sur une bibliographie diversifiée et sérieuse. Non seulement cet ouvrage explique comment Xi Jinping a repris, en les assortissant des «caractéristiques chinoises», des initiatives antérieures lancées par les Japonais, les Sud-Coréens, les Américains ou certaines institutions internationales, mais il fait aussi un travail d'analyse passionnant sur les raisons qui ont conduit le régime chinois à adopter ce projet, tout en développant une prospective sur le monde transformé par ces Routes. Dans cet exercice, il nous permet d'aller au-delà du lyrisme des uns et du scepticisme des autres. En filigrane, cet ouvrage pose les bonnes questions sur une ascension chinoise qui, sous couvert d'une diplomatie harmonieuse et pacifique, bouleverse la géoéconomie et la géopolitique mondiale contemporaine, pour dessiner un XXI^e siècle en accord avec «la grande renaissance de la nation chinoise».

Sophie Boisseau du Rocher

JAPAN, SOUTH KOREA, AND THE UNITED STATES NUCLEAR UMBRELLA: DETERRENCE AFTER THE COLD WAR

Terence Roehrig
New York, Columbia University
Press, 2017, 272 pages

L'accélération des progrès de la Corée du Nord dans les domaines nucléaire (sixième essai en septembre 2017) et balistique (84 essais entre 2014 et 2017 dont, fin 2017, des missiles intercontinentaux), a remis sur le devant de la scène le débat sur la dissuasion nucléaire en Asie du Nord-Est, et plus particulièrement en Corée du Sud et au Japon. Le livre de Terence Roehrig s'inscrit dans ce contexte, et s'impose comme une synthèse complète et utile.

Professeur au Naval War College (Newport, États-Unis) et auteur de plusieurs livres sur la Corée du Sud (dont, en 2007, l'excellent *From Deterrence to Engagement: The U.S. Defense Commitment to South Korea*), l'auteur est un fin connaisseur des questions stratégiques en Asie orientale. Il se concentre ici sur la problématique du « parapluie nucléaire » offert par les États-Unis au Japon et à la Corée du Sud, c'est-à-dire l'engagement pris par Washington d'utiliser son arsenal nucléaire pour dissuader et, si nécessaire, répondre à une attaque contre l'un de ses deux alliés. L'auteur revient au fil des chapitres sur les théories de la dissuasion et de la dissuasion élargie, offre des perspectives historiques en rappelant l'état de ces questions pendant la guerre froide, et analyse les menaces principales que constituent la Chine et la Corée du Nord. Deux chapitres sont aussi consacrés à l'étude de la conception élargie qu'a chacun des alliés de la dissuasion.

La thèse de l'auteur est claire. Les États-Unis ont les capacités nécessaires pour tenir leur engagement. La vraie question est de savoir s'ils en ont la volonté. S'il fait peu de doutes que Washington défendrait ses deux alliés s'ils étaient attaqués, il est fort probable que la première réponse n'inclurait pas l'utilisation d'armes nucléaires. En effet, leur impact de destruction extrême, le coût de leur emploi en termes de réputation internationale pour les États-Unis, et la complexité que la contamination ajouterait à d'éventuelles opérations militaires ultérieures, restreignent fortement l'intérêt d'utiliser ces armes. De plus, dans le cas où le pays visé aurait la faculté de frapper le territoire américain, se poserait un dilemme bien connu : « Les États-Unis seraient-ils prêts à sacrifier Los Angeles pour Séoul ou Tokyo ? » Roehrig rappelle aussi que la taille et la qualité des moyens militaires conventionnels américains font qu'ils pourraient avoir des effets stratégiques comparables à ceux des armes nucléaires, leur usage étant plus crédible. Pour autant, retirer l'engagement de dissuasion élargie au profit de Tokyo et Séoul marquerait une rupture diplomatique et politique majeure peu souhaitable. Une de ses conséquences principales serait sans doute l'acquisition d'un arsenal nucléaire par le Japon et la Corée du Sud, deux pays dits « du seuil nucléaire ».

Ce livre aide à mettre en perspective les engagements de défense des États-Unis au profit du Japon et de la Corée du Sud. Roehrig nous offre une analyse très structurée, faisant le lien entre histoire, théorie, analyse de la menace, études de cas et stratégie. Il passionnera tous ceux qui s'intéressent aux questions de défense en Asie du Nord-Est.

Rémy Hémez

MOYEN-ORIENT/MONDE ARABE ET MUSULMAN

L'ISLAMISME AU POUVOIR. TUNISIE, ÉGYPTE, MAROC

Anne-Clémentine Larroque
Paris, Presses universitaires
de France, 2018, 256 pages

Dans une analyse tripartite, l'auteur décortique les mutations d'une idéologie protéiforme aspirée par des velléités de gouvernance. En Égypte, après avoir été porté par les urnes, le Parti Liberté et Justice (PLJ) issu des Frères musulmans, est chassé du pouvoir, entraînant en 2013 la chute de Mohamed Morsi un an seulement après sa consécration. Au Maroc, si le Royaume n'a que peu vacillé devant les mécontentements de la rue, le Parti Justice et Développement (PJD) remporte les élections législatives en 2011. Si le roi Mohammed VI semble céder, c'est sans doute pour mieux soumettre une formation largement influencée par les cercles égyptiens. Enfin en Tunisie, la fuite de Ben Ali et la chute du pouvoir permettent en octobre 2011 aux islamistes du parti Ennahda d'accéder aux portes de l'État. Une victoire idéologique et symbolique qui se nuance de fortes négociations affaiblissant le mouvement.

Anne-Clémentine Larroque rappelle également que si la normalisation de l'islamisme politique a été précipitée par une ouverture brutale, inattendue et puissante de la scène politique, le djihadisme s'est quant à lui externalisé. Décrit comme un hybride politique et social traversant le monde musulman, ce « mot-valise » trop souvent utilisé à tort recouvre une réalité plurielle, dont les différentes mouvances sont à la fois

singulières et imbriquées. L'Égypte, la Tunisie, et le Maroc ont, comme l'explique l'auteur, alimenté de leurs ressortissants les groupes de combattants étrangers entre 2011 et 2016. La réouverture des prisons dans ces trois pays à la fin de la décennie 2000 a parallèlement permis la restructuration de certains réseaux, la mise en liberté de cadres et le retour d'exil d'anciens prédicateurs.

Ce livre suggère donc une réflexion sur différents types d'engagement, leurs causes et leurs conséquences. Si chaque paragraphe s'attache à l'histoire des mutations de la pensée islamiste, l'auteur oblige à une distinction essentielle : celle qui sépare l'islamisme politique de l'activisme djihadiste.

Héloïse-Anne Heuls

TURKEY AND THE WEST: FAULT LINES IN A TROUBLED ALLIANCE

Kemal Kirisci
Washington D.C., Brookings
Institution Press, 2017, 320 pages

Alors que l'alliance entre la Turquie et les pays occidentaux s'est considérablement fragilisée ces dernières années, l'ouvrage de Kemal Kirisci propose une synthèse bienvenue. L'auteur est un bon connaisseur des relations extérieures turques ; il avait vu dans la diplomatie d'Ankara la pratique typique d'un *trading state*, avant que les enjeux sécuritaires ne reprennent le dessus. Son ouvrage a le mérite de ne pas simplement compiler les évolutions de la politique étrangère turque, mais de les relier aux évolutions internes du pays. En d'autres

termes, plus le Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir rejette le modèle kémaliste modernisateur aux origines de la République, et plus ses relations avec les pays occidentaux se tendent.

Turkey and the West s'inscrit dans une perspective historique large, revenant aux débuts de l'alliance occidentale turque. Une occasion de rappeler que cette relation a toujours été compliquée, traversée de crises et soubresauts. D'ailleurs, par certains aspects, l'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002, permet de rapprocher la Turquie de ses partenaires occidentaux, le pays semblant alors se rapprocher des standards d'une démocratie libérale. À l'ouverture politique interne et aux réformes audacieuses proposées par le parti de Recep Tayyip Erdogan correspondent une coopération réelle avec les États-Unis, et surtout les débuts du processus d'adhésion à l'Union européenne (UE). L'auteur rappelle, au passage, que l'anti-occidentalisme n'est pas en Turquie seulement le fait du camp islamiste : au contraire, dans les années 2000, kémalistes et nationalistes présentent l'AKP comme un instrument américain et européen pour affaiblir la souveraineté turque et son modèle républicain.

Kemal Kirisci, pour sa part, estime que ce lien transatlantique a eu de nombreux effets bénéfiques sur la Turquie. S'il s'efforce de garder un regard objectif, il est assez clair qu'il déplore la dégradation des relations entre Ankara et ses alliés américains et européens. À ses yeux, là encore, celle-ci doit être mise en parallèle avec un retour progressif à l'autoritarisme politique. Sûr de sa position hégémonique, mais également refroidi par les erreurs américaines en Irak et les réticences européennes à la candidature

turque, l'AKP adopte une rhétorique de plus en plus critique envers l'Occident. La guerre en Syrie cristallise ces oppositions. Alors même que la Turquie et ses partenaires, notamment américain, français et britannique, semblent partager la même position hostile à Bachar Al-Assad, l'évolution du conflit les conduit à s'opposer. Un temps accusée de soutenir les mouvements djihadistes, Ankara accuse en retour les pays occidentaux d'armer les milices kurdes qu'elle combat. Cette rhétorique anti-occidentale rencontre un succès certain auprès d'une population déçue par l'UE et traditionnellement critique envers les États-Unis.

Les derniers chapitres de l'ouvrage reviennent plus spécifiquement sur la politique étrangère turque. L'auteur y remet notamment en question le rôle d'Ahmet Davutoglu dans l'élaboration de celle-ci. S'il reconnaît volontiers le rôle et l'influence de l'universitaire, il relève que la politique étrangère de l'AKP s'inscrit dans une certaine continuité avec les initiatives antérieures. Ce faisant, Kemal Kirisci renouvelle également le regard porté sur cette diplomatie turque, dont la relation à l'Occident n'est qu'un des aspects les plus symboliques.

Aurélien Denizeau

JIHADI CULTURE: THE ART AND SOCIAL PRACTICES OF MILITANT ISLAMISTS

Thomas Hegghammer (dir.)
Cambridge, Cambridge University Press, 2017, 288 pages

Alors que la recherche sur les groupes djihadistes privilégie habituellement les analyses historiques, opérationnelles ou doctrinales, cet ouvrage

collectif en défriche un aspect méconnu : la culture et les pratiques sociales.

À travers sept champs d'étude explorés par dix spécialistes, Hegghammer éclaire le phénomène djihadiste à l'aune des préoccupations artistiques et esthétiques (poésie, musicologie, iconographie, cinématographie) de quelques groupes transnationaux, ainsi qu'à travers leurs us et coutumes (interprétation des rêves, martyrologie, pratiques non militaires – religieuses en particulier, ou d'autres plus surprenantes, comme les pleurs), des années 1980 aux années 2010.

L'exploration de ces champs souligne plusieurs aspects du djihadisme. La volonté de se poser comme héritier d'un islam des origines s'exprime dans tous les domaines artistiques. À titre d'exemple, les visuels de combattants en habits traditionnels mais à l'armement moderne révèlent la recherche d'une légitimité religieuse en illustrant la filiation entre passé et présent. L'adversité, l'appartenance à un cercle d'«élus» pratiquant un islam authentique est valorisée, notamment dans les textes poétiques. L'omniprésence de la martyrologie, esthétisée et désirée (les pleurs exprimant entre autres la déception de n'avoir pas encore été martyr) en confirme la centralité dans l'engagement djihadiste, au même titre que celle de la ferveur religieuse (pratique zélée, interventionnisme divin dans le réel ou les rêves...).

Les productions culturelles ont évolué avec le temps : l'audiovisuel, peu prisé auparavant, tient désormais une place de choix. Elles ont, de plus, intégré le progrès technologique et, fait remarquable, incorporé une altérité tant en provenance de l'Occident (rythmes musicaux, iconographie

de «super-héros»...) que d'autres courants de l'islam, pourtant décriés (martyrologie soufie ou chiite). Cet effort d'adaptation peut s'expliquer par l'utilisation pragmatique des éléments culturels : les leaders djihadistes ont en effet conscience qu'ils mettent en jeu des moteurs émotionnels puissants et universels, plus susceptibles que l'intellect d'engendrer un militantisme et de renforcer une détermination à agir, comme l'écoute d'un *nashid* avant une opération-suicide. De plus, la prégnance de ces activités dans la mouvance djihadiste contribue à la construction d'une véritable identité culturelle, resserrant le lien d'appartenance au groupe autour de références communes, lien d'autant plus crucial que les djihadistes sont souvent en rupture avec leur environnement.

L'étude d'une culture djihadiste peut poser question : doit-on s'y pencher, au risque d'en humaniser les protagonistes ? L'ouvrage ne porte, à cet égard, nul regard complaisant. Les exposés, très descriptifs (parfois même techniques), ne perdent de vue ni le contexte, ni l'objectif totalitaire des groupes djihadistes, et constituent une source de connaissances substantielles sur leurs mentalités, leurs mœurs et leurs obsessions. Leur lecture s'inscrit donc dans la compréhension globale du phénomène et pourra alimenter la réflexion des autorités dans plusieurs domaines (contre-argumentaires, évaluation d'un stade de radicalisation ou d'une ancienneté dans la mouvance, voire possibilité d'infiltrer un groupe). Dans l'optique d'élargir l'étude de ces thèmes, Hegghammer pose de solides jalons.

Laurence Bindner

**JIHAD : DES ORIGINES RELIGIEUSES
À L'IDEOLOGIE. IDÉES REÇUES
SUR UNE NOTION CONTROVERSÉE**

Myriam Benraad
Paris, Le Cavalier bleu, 2018,
216 pages

Briser les clichés, creuser les complexités et défaire les stéréotypes qui s'accumulent autour de la notion de djihad, telle est l'ambition du dernier ouvrage de Myriam Benraad, professeur de science politique à l'université de Leyde aux Pays-Bas. Cette spécialiste du monde arabe n'en est pas à son coup d'essai. Auteur déjà reconnue, forte d'une production riche sur un sujet qu'elle décortique depuis plusieurs années, elle s'évertue à redonner un sens à un terme entré dans le langage commun depuis les attentats du 11 septembre 2001, et dévoyé de son sens initial parce que trop souvent banalisé.

La démonstration de Myriam Benraad passe par la déconstruction minutieuse de vingt idées reçues. L'auteur y rappelle les différences fondamentales existant entre les notions théologiques et idéologiques, entre les considérations religieuses et l'ensemble des militances politiques. À coups d'arguments historiques, sémantiques, politiques et sociologiques, elle rappelle que causes et expressions du djihadisme sont multiples.

Dans son dernier chapitre, l'auteur revient sur la notion de déradicalisation, qui inonde la sphère publique française depuis les attaques menées à Toulouse et Montauban par Mohammed Merah, en mars 2012. Elle rappelle en outre que de nombreux programmes ont été mis en place dans différents pays, de l'Arabie Saoudite à l'Angleterre, en passant par les Pays-Bas et l'Égypte, afin d'endiguer les velléités terroristes. Si les études

scientifiques sur le sujet restent floues et éparses, la lutte contre la radicalisation est un impératif premier pour de nombreux États, dont l'objectif est de réduire l'engagement de ceux qui défendent leurs arguments dans la violence.

La conclusion de l'ouvrage est sans appel : tenter de trouver des lieux communs et définir le profil d'un « djihadiste type » relève de l'impensable, quand on sait par ailleurs que l'abondance de la littérature sur le sujet empêche tout lieu commun. Si le djihad ne peut se réduire à une notion guerrière et violente, l'emploi de ce concept, emprunté à la littérature religieuse, devrait faire l'objet de précautions particulières pour ne pas susciter la controverse. D'une notion religieuse plutôt mineure, les idéologues du djihad comme Abdallah Azzam, Sayyid Qutb, ou Oussama ben Laden, sont parvenus à argumenter une doctrine autoritaire.

Enfin, comme l'écrit si justement Myriam Benraad, la complexité des sens empruntés par le djihadisme est difficilement adaptable aux enjeux médiatiques, qui obligent à la vulgarisation. C'est donc un appel aux précautions et à la connaissance que lance, dans son dernier ouvrage, la spécialiste du monde arabe, poussant ceux qui usent de concepts à ne pas les dénaturer de leurs substrats matriciels.

Héloïse-Anne Heuls

**GÉNÉRAUX, GANGSTERS ET JIHADISTES.
HISTOIRE DE LA CONTRE-RÉVOLUTION
ARABE**

Jean-Pierre Filiu
Paris, La Découverte, 2018, 320 pages

Récusant le mot « printemps », Jean-Pierre Filiu veut montrer ici comment

les «révolutions arabes» initiées par une nouvelle génération qui contestait le *nizam*, c'est-à-dire tout à la fois des régimes et des systèmes despotiques, ont suscité des réactions violentes des «mamelouks», et comment ceux-ci ont mis fin, au moins provisoirement, à la vague démocratique, sauf en Tunisie.

En utilisant le mot mamelouk, cet éminent spécialiste du monde arabe fait référence à ces anciens esclaves devenus les maîtres de l'Égypte et de la Syrie du XI^e au XVI^e siècle. Il voit dans les régimes en place en Algérie, en Égypte, en Syrie et au Yémen des systèmes de gouvernement comparables qui se caractérisent par «la réécriture de la geste nationaliste, un discours populiste d'une grande agressivité, un appareil répressif omniprésent et le pillage systématique des ressources nationales». Il les distingue des États policiers – Ben Ali –, des systèmes à tendance totalitaire – Khadafi, Saddam Hussein –, ou des monarchies.

Les chapitres consacrés aux quatre pays soumis à de tels régimes éclairent, au-delà des spécificités locales, des traits communs : le caractère prédateur des responsables au pouvoir, l'opacité des budgets militaires, le contrôle par l'armée de pans entiers de l'économie, le quadrillage du pays par les services de renseignement, les *moukhabarat*...

Ces régimes répressifs et contre-révolutionnaires, passés ou présents sont, pour l'auteur, le principal vecteur du djihadisme. «Partout, la répression méthodique de l'opposition légaliste a favorisé la croissance exponentielle de la menace djihadiste.» Daech comme Al-Qaïda seraient en quelque sorte des créations de ces régimes autoritaires et prédateurs qui ne sont pas, bien au contraire, les «gardiens de la stabilité régionale». «Les despotes ne

seront jamais une partie de la solution car ils demeurent au cœur du problème.» Pour illustrer son propos, il cite l'utilisation par Bachar Al-Assad du «joker djihadiste» lorsqu'il a libéré en 2011 les opposants radicalisés de ses prisons.

Mais, pour reprendre le propos du cinéaste égyptien Tamer El Saïd rapporté par l'auteur : «La révolution n'a pas échoué. Elle continuera tant que ses mots d'ordre "pain, liberté, justice" – ne seront pas accomplis.»

Cet ouvrage, qui couvre une grande partie de l'histoire contemporaine du monde arabe, est une somme qui mérite une lecture attentive. Il est clair que si la vague démocratique est en reflux, rien ne sera désormais comme avant dans le monde arabe. Et la stabilité politique ne saurait être établie que lorsque des solutions politiques «inclusives» auront pu être trouvées dans chacun des pays en turbulences.

En revanche, cet ouvrage suscite également le débat. Le djihadisme qui est né dans les années 1970, d'abord en Afghanistan, n'a-t-il pas des causes plus complexes ? La politique américaine, d'abord en Afghanistan puis en Irak, n'a-t-elle pas une responsabilité majeure, comme le reconnaissait encore récemment Lawrence Wilkerson, secrétaire d'État adjoint de l'administration W. Bush ? Le chaos né des révolutions manquées n'a-t-il pas contribué à nourrir le terrorisme ? L'intervention de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) au Sahel n'a-t-elle pas également sa part de responsabilité ? Autant de questions qui méritent un débat qui est loin d'être clos.

Denis Bauchard

**PAN-ISLAMIC CONNECTIONS:
TRANSNATIONAL NETWORKS BETWEEN
SOUTH ASIA AND THE GULF**

Christophe Jaffrelot et Laurence Louër (dir.)

Londres, Hurst, 2018, 288 pages

Les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, et l'intervention internationale en Afghanistan qui a suivi, ont braqué les projecteurs sur une région jusqu'alors peu connue du grand public occidental. Les populations d'Europe découvrirent alors sur leurs écrans les madrasas pakistanaises et afghanes, où des jeunes enfants apprenaient dès leurs premières années la langue arabe et la récitation du Coran. Ces lieux d'apprentissage furent perçus comme le vecteur de transmission de la radicalisation religieuse, conduisant à l'adoption de doctrines rigoristes débouchant parfois sur la violence. Dans ce contexte, le rôle des monarchies du Golfe, et de l'Arabie Saoudite en particulier, dans le financement de ces structures et la propagation du wahhabisme en Asie du Sud, a été pointé du doigt.

L'ouvrage dirigé par Christophe Jaffrelot et Laurence Louër réunit des contributions de spécialistes internationaux sur les liens entre les pays du Golfe et l'Asie du Sud, notamment l'Inde et le Pakistan. On y apprend notamment que, bien qu'existantes, les relations entre musulmans du Golfe et d'Asie du Sud furent peu développées avant le XIX^e siècle, le rigorisme religieux du Moyen-Orient ne convenant guère aux populations des Indes, plus proches d'un soufisme qui se voulait ouvert et tolérant. Toutefois, l'ouverture du canal de Suez, la répression qui suivit la mutinerie de 1857 aux Indes, et la proclamation du Califat

ottoman vont permettre la naissance de fortes interactions, avec influences religieuses réciproques.

La naissance du Pakistan en 1947, qui se voulait un État islamique, et la volonté des dirigeants Bhutto puis Zia d'obtenir des financements pour leur programme nucléaire, vont progressivement rapprocher le Pakistan de l'Arabie Saoudite, qui verra dès lors d'un mauvais œil l'influence iranienne dans la région. La guerre d'Afghanistan (1979-1989) fut un accélérateur. Soucieux de combattre l'envahisseur soviétique, le Pakistan, *via* ses services de renseignement dont l'Inter Services Intelligence (ISI), fera transiter des armes et des fonds, en provenance notamment du Golfe, renforçant ainsi le poids des groupes religieux armés dont le régime des talibans sera une émanation quelques années plus tard, et ce avec la bénédiction des dignitaires religieux saoudiens, dont le grand mufti Ibn Baz.

L'Arabie Saoudite n'est pas le seul État du Golfe à s'être intéressé à cette partie de l'Asie. On apprend dans cet ouvrage que les Émirats Arabes unis ont de longue date entretenu des liens forts avec des groupes talibans afghans : Jalaluddin Haqqani aurait en effet autrefois visité les Émirats, et y aurait rencontré les plus hauts dignitaires du pays. Le Qatar n'est pas en reste. La volonté du petit émirat de peser sur la scène internationale l'a poussé à s'impliquer dans le processus de réconciliation afghan, bousculant parfois son rival et voisin saoudien. La question des financements privés du Golfe à destination de l'Asie du Sud est également abordée, tout comme le rôle de l'Iran dans cette partie du monde.

Cet ouvrage riche et complet retrace avec précision l'histoire des connexions entre ces deux sous-régions asiatiques que sont le Golfe et l'Asie du Sud, leur état actuel, en offrant au lecteur des clés essentielles pour comprendre les enjeux géopolitiques liés à ces complexes régions.

Rachid Chaker

**THE ONLY LANGUAGE THEY UNDERSTAND:
FORCING COMPROMISE IN ISRAEL
AND PALESTINE**

Nathan Thrall

New York, Metropolitan Books,
2017, 336 pages

«Le seul langage qu'ils comprennent est celui de la force»: l'argument lapidaire a bien souvent tenu lieu de politique envers l'autre, Israélien ou Arabe. Les opinions publiques des deux bords s'en sont imprégnées, empêchant de voir l'adversaire autrement que comme une entité homogène, hostile et réfractaire à toute option de paix. Nathan Thrall, expert à l'International Crisis Group, renverse l'argument en montrant qu'il y a paradoxalement un fond de vérité dans cette assertion – vérité qui se retourne contre celui qui la profère. Sa démonstration est intéressante : ce sont les pressions et les arguments de force qui ont été la cause directe des concessions faites, lorsqu'elles ont été faites, par les deux parties et particulièrement de la part d'Israël, le camp le plus puissant. Chaque fois que l'armée israélienne s'est retirée d'un territoire qu'elle contrôlait, ce fut sous la force de pressions diplomatiques ou militaires.

Ce sont les menaces combinées de l'Union soviétique et du président

Eisenhower qui convainquirent David Ben Gourion de retirer l'armée du Sinaï en 1957. C'est sous la pression de Jimmy Carter que Menahem Begin décida le retrait des forces israéliennes du Sud-Liban en 1977. En 1991, après la guerre du Golfe, James Baker «violait» pratiquement le Premier ministre Yitzhak Shamir, en menaçant de lever la garantie américaine à un important prêt qu'Israël réclamait s'il ne se rendait pas à la conférence de paix de Madrid. En juillet 2000, Ehoud Barak concluait à la nécessité de retirer Tsahal du Sud-Liban suite aux attaques répétées des combattants du Hezbollah. Ce sont deux insurrections palestiniennes qui ont fait bouger Israël. La première Intifada démarrée en 1987 conduisait Yitzhak Rabin, revenu au pouvoir en 1992, à conclure que le conflit ne s'apaiserait pas si Israël ne s'ouvrait pas aux revendications politiques palestiniennes.

Nathan Thrall rappelle que pendant la seconde Intifada, commencée en septembre 2000, Ariel Sharon avait affirmé en mai 2003, devant un parterre de députés du Likoud, qu'Israël ne pouvait pas continuer à «occuper» 3,5 millions de Palestiniens. La décision fut prise de désengager Israël de la bande de Gaza, et d'évacuer les 7 500 colons qu'il avait d'ailleurs lui-même contribué à installer par le passé. La force est donc bien «le seul langage qu'ils comprennent», selon l'auteur. C'est lorsque le coût de l'inaction peut se révéler trop élevé qu'on voit apparaître des concessions. Les incitations positives ne servent pas à grand-chose conclut-il, regrettant que la politique américaine des dernières décennies, bien qu'hostile à la colonisation des territoires palestiniens, ne se soit pas accompagnée de plus de fermeté envers le gouvernement israélien. Les États-Unis ont presque toujours

mis leur veto au Conseil de sécurité, protégeant Israël des motions condamnant sa politique en Cisjordanie.

C'est d'un livre engagé qu'il s'agit ici. Sa thèse centrale est développée dans les 74 premières pages, la suite se composant de textes parus précédemment, sans lien direct avec le sujet. Ce mélange des genres nuit hélas à la cohérence du livre. Celui-ci pourrait toutefois apporter de l'eau au moulin du camp de la paix (mais aussi de certains diplomates occidentaux) qui, lassé de l'apathie de ses compatriotes, réclame que les États-Unis s'engagent à faire pression sur la droite au pouvoir. L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis devrait cependant doucher ces espoirs.

Samy Cohen

MÉTROPOLIS EN MÉDITERRANÉE. GOUVERNER PAR LES RENTES

Dominique Lorrain (dir.)
Paris, Presses de Sciences Po,
2017, 320 pages

Cet ouvrage est issu d'un projet de recherche¹ coordonné par Dominique Lorrain, qui s'est intéressé aux modes de gouvernement des métropoles des pays dits du Sud. Comme dans un précédent volume² (qui traitait de Shanghai, Mumbai, Le Cap et Santiago du Chili), il s'agit de montrer que les quatre grandes métropoles du sud de la Méditerranée étudiées, Beyrouth, Le Caire, Alger et Istanbul, à la

croissance urbaine rapide, aux institutions souvent jugées défailtantes, ne sont pas pour autant ingouvernables et en proie au chaos. La méthode est identique : appréhender le fait métropolitain par l'analyse de ses institutions et de ses réseaux techniques.

Rédigés par un spécialiste de la ville en question (Éric Verdeil pour Beyrouth, Pierre-Arnaud Barthel pour Le Caire, Taoufik Souami pour Alger, Jean-François Pérouse pour Istanbul), les quatre chapitres valident des hypothèses communes. Première hypothèse, dire que les métropoles du Sud ne sont pas gouvernées est faux, car les réponses apportées par les habitants à certains problèmes collectifs (tels le logement ou l'accès aux services) et la mise en place de réseaux techniques constituent des « gouvernements de fait ». Sur ce point, Beyrouth joue le rôle de contre-exemple et justifie ainsi sa place dans l'ouvrage, alors que son statut de grande métropole est discutable. Deuxième hypothèse, l'idée que ces métropoles sont soumises au néolibéralisme global est à nuancer, car même si la rhétorique est similaire, le foncier et le secteur de la construction restent aux mains des acteurs locaux. Dernière hypothèse, et apport principal de cet ouvrage par rapport au précédent, les villes du sud de la Méditerranée présentent deux spécificités. La fabrique urbaine, c'est-à-dire la production du cadre bâti, qui regroupe les réseaux techniques et les activités de construction (bureaux, commerces, logement), est la principale activité économique d'Alger, de Beyrouth, du Caire et, dans une moindre mesure, d'Istanbul. L'autre spécificité mise en évidence, la violence intrinsèque au Moyen-Orient, convainc cependant un peu moins lorsqu'elle est envisagée comme facteur commun.

1. Dans le cadre de la chaire Ville de Sciences Po (2007-2010), puis de la chaire Ville de l'École des Ponts ParisTech (2011-2014).

2. D. Lorrain (dir.), *Métropoles XXL en pays émergents*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.

Enfin, il faut comprendre le titre «gouverner par les rentes» comme une proposition d'explication des mécanismes de pouvoir à l'œuvre dans ces métropoles sud-méditerranéennes. Des coalitions d'élus, de propriétaires fonciers, d'agences publiques, et de petites ou grandes entreprises du BTP s'y partagent les rentes foncières ou urbaines, selon des processus similaires de transformation urbaine à forte valeur ajoutée, que ce soit l'étalement urbain à Istanbul, la politique des villes nouvelles au Caire, ou l'urbanisation des terrains agricoles périphériques et des petits bourgs à Alger et à Beyrouth. Si ce système perdure malgré son iniquité apparente, c'est parce qu'il permet de fournir des emplois et du logement à beaucoup parmi les couches plus modestes. À la suite des travaux récents sur le Global South, cet ouvrage affirme des arguments nécessaires pour envisager le sud de la Méditerranée comme une région développant ses propres modèles et des solutions adaptées à son contexte urbain, loin des bonnes pratiques occidentales en termes de gouvernance et d'aménagement urbain que certains voudraient y exporter.

Helin Karaman

AFRIQUE

LA RUÉE VERS L'EUROPE. LA JEUNE AFRIQUE EN ROUTE POUR LE VIEUX CONTINENT

Stephen Smith

Paris, Grasset, 2018, 272 pages

On pardonnera le titre, tant le livre s'efforce de décrire humainement un

phénomène humain : l'accroissement in-maîtrisé des populations au sud du Sahara, et ses conséquences, en particulier sur la vieille Europe.

Les chiffres font aisément le spectacle : au sud du Sahara, 4 habitants sur 10 n'étaient pas nés le 11 septembre 2001 ; 5 % seulement d'entre eux ont plus de 60 ans ; d'ici à 2050, 28 pays subsahariens verront leur population doubler, et 9 autres la verront quintupler ; Lagos compte aujourd'hui 60 % d'habitants de moins de 15 ans (Paris *intra-muros* : 14 %...) ; et en 2050, l'Afrique devrait avoir quintuplé sa production agricole pour assurer sa sécurité alimentaire.

D'où, à la fois, une déstructuration des sociétés, en particulier du fait des inégalités, et un envol des migrations transméditerranéennes qui, avec le timide décollage de certains espaces, de Sud/Sud deviennent massivement Sud/Nord. Le grand mérite de ce livre est en effet de rappeler toute la complexité des phénomènes migratoires : au croisement d'un certain développement (il faut avoir les moyens psychologiques et matériels de partir) ; d'une ingouvernabilité des sociétés (comment gère-t-on des sociétés traditionnellement basées sur la sagesse de l'âge, et où les jeunes sont à la fois lourdement majoritaires et exclus économiquement et politiquement ?) ; d'un basculement mental et idéologique, avec l'individualisation des parcours que promeut la vague néo-protestante au sud du Sahara...

Sans conteste possible, les migrations trans-Méditerranée, *boostées* par le progrès inégal, la présence de diasporas déjà installées, et sans doute demain les problèmes environnementaux, posent – et plus encore poseront – problème à la vieille Europe. Le barrage est impuissant. Et l'ouverture totale serait

très dispendieuse et socialement dangereuse. L'idée de l'ingestion mesurée de populations immigrées pour contrebalancer la faiblesse démographique européenne étant un mythe, qui fait totalement abstraction des problèmes concrets.

Loin de fournir des solutions clé en main (ce qui est plutôt rafraîchissant...), Stephen Smith liste en fin de parcours cinq modèles pour la réflexion : l'ouverture totale, qui signifierait la fin de «l'Europe sociale», telle que l'ont conçue les deux derniers siècles ; l'Europe forteresse, une option perdue d'avance si elle est vue comme un absolu ; la dérive mafieuse, les mafias africaines faisant leur jonction avec la pègre européenne au profit de tous les trafics, y compris humains ; le retour à un certain protectorat, les Européens s'entendant avec les régimes africains pour endiguer le flot migratoire en échange de contreparties politiques ou économiques – pratiques déjà développées. Le cinquième modèle pouvant être une combinaison d'éléments des quatre précédents ; et l'auteur appelle l'attention sur l'exemple de l'Espagne, dont les adaptations successives ont réussi le double défi de l'accueil des entrants et de la limitation des entrées.

Appuyé sur une profonde connaissance des multiples réalités de l'Afrique, sur une vraie empathie et de fermes données, balayant les solutions évidentes et idéologiques, le livre de Stephen Smith lui fait honneur. On a rarement l'occasion de lire des pages si claires, qui soulignent l'ampleur de notre ignorance, et l'impuissance des solutions prônées à longueur de campagne électorale. Si la sagesse commence par la lucidité, il faut lire Stephen Smith avec grande attention.

Dominique David

RUSSIE

LA RUSSIE DE POUTINE EN 100 QUESTIONS

Tatiana Kastouéva-Jean

Paris, Tallandier, 2018, 352 pages

Alliant une excellente connaissance de son pays d'origine à une grande rigueur, Tatiana Kastouéva-Jean propose ici une analyse fine, sans concession mais sans polémique, des évolutions russes post-soviétiques. Destiné à un large public, cet ouvrage intéressera aussi le chercheur qui y trouvera des pistes de réflexion sur les mutations et dynamiques en cours, et sur l'articulation entre affaires intérieures et extérieures.

Une grande partie des Russes – 48 % des jeunes – pensent que leur pays va dans la bonne direction et soutiennent Vladimir Poutine. Ils saluent la hausse du niveau de vie des années 2000, le rétablissement de l'autorité de l'État après les désordres des années 1990 et plus récemment le retour de la puissance russe sur la scène internationale. Ils considèrent que le régime politique «semi-autoritaire» mis en place par Vladimir Poutine correspond à la voie spécifique dont leur pays a besoin, et soulignent les capacités de résilience dont celui-ci fait preuve depuis 1991. Cahin-caha, la Russie a en effet résisté à plusieurs crises économiques. Grâce à la modernisation de son outil militaire, elle a retrouvé dans le monde une crédibilité. Dans certains secteurs, comme le spatial et le nucléaire civil, elle reste un acteur majeur. Quant à l'annexion de la Crimée, elle est quasi unanimement perçue comme «un juste retour des choses après l'humiliation des années de transition».

Au fil des pages et de statistiques qui sont, pour certaines, « impitoyables », le lecteur comprend que l'analyse ne peut s'arrêter là. Il découvre un pays qui continue à être en quête d'identité et qui peine à relever les immenses défis auxquels il est confronté. La modernisation apparaît comme l'un des plus sérieux. La Russie n'a toujours pas mené à bien les réformes structurelles nécessaires à la diversification de son économie : elle reste une économie de rente faiblement productive. Les investissements sont insuffisants ; les disparités régionales (économiques, sociales, démographiques) bousculent la cohésion territoriale ; dans le domaine scientifique et technologique, le pays est en perte de vitesse. Ces vulnérabilités sont aggravées par les évolutions démographiques. Dans le domaine social, les inégalités sont « criantes » et représentent « probablement l'un des plus grands échecs » de Vladimir Poutine. Dans moult domaines, les fragilités apparaissent ainsi patentées et les réformes ne se font pas, ou peu.

Pourquoi cette inertie ? La nature du régime est une clé d'explication.

Tatiana Kastouéva-Jean met en cause un pouvoir hanté par une éventuelle révolution de couleur, qui redoute de s'engager dans une voie risquant de le dépasser et de l'emporter, comme ce fut le cas lors de la perestroïka gorbatchévienne. Elle dénonce une corruption qui est d'autant plus forte que la justice n'est pas indépendante. Le rapport à l'Occident est un autre défi majeur. L'auteur évoque une « véritable hystérie anti-occidentale, abondamment alimentée par la propagande » qui encourage l'idée de forteresse assiégée. Pourtant, les liens avec l'Occident continuent à être structurants, et l'Asie, de fait, n'est que partiellement une alternative, d'autant que le différentiel de puissance économique et financière avec la Chine ne cesse d'augmenter.

En dépit des atouts de cet État-continent, les tendances sont, on le voit, contradictoires. Ce que découvre ici le lecteur, c'est une Russie paradoxale dont l'avenir est incertain.

Anne de Tinguy